

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

6f

n°55

pour le socialisme

QUINZAINE DU 9 AU 22 DECEMBRE 1981



La droite patronale en première ligne contre le changement

« **C**ONTROLE de douane. Veuillez vous ranger et présenter vos papiers ». Au volant de sa grosse voiture, le conducteur obtempère volontiers. Il n'a rien à craindre puisqu'il franchit le poste de douane de Pressevin, dans l'Ain, que pour se rendre aux sports d'hiver. D'ailleurs, les douaniers peuvent bien fouiller sa voiture, il n'y trouveront rien. Pourtant, Pierre Caroni, 54 ans, commence à s'énervier : jadis si routiniers, voilà que les hommes de la douane le fouille, lui, et qu'ils examinent soigneusement tous les documents dont il est porteur. Et ces deux numéros, là, sur son agenda personnel, que signifient-ils ? Feinte candeur ou peur véritable. Caroni confirme, oui, ce sont bien des numéros de comptes bancaires en Suisse. Oui, il a placé là-bas quelque argent. L'enquête commence.

Moins de dix jours plus tard, dans la nuit du 4 au 5 décembre, Pierre, Francis et Yves Caroni, respectivement directeur général, président et vice-président de Caroni SA, la plus grosse entreprise de travaux publics du Nord, sont écroués à la prison de Loos, près de Lille. Les accompagnent Anne-Marie Caroni, la femme de Francis, ainsi qu'un agent de change de Lille et son frère, représentant en Belgique. Tout ce beau monde est accusé d'exportation illicite de capitaux. Depuis les Caroni auraient ainsi « mis de côté » près de 1 100 000 francs en Suisse et au Benelux. Quant à l'agent de change qui organisait les fuites, il aurait déjà fait passer vingt millions de francs, deux milliards de centimes, pour le compte des Caroni et d'autres « clients » qui tremblent aujourd'hui devant la poursuite de l'enquête. Pour qu'il puisse continuer à s'occuper de son entreprise, l'un des inculpés, Francis, a depuis

été mis en liberté provisoire, et moyennant caution. Mais peut-être aura-t-il plus de mal à répéter que « la conjoncture impose des sacrifices au personnel » comme il le faisait en septembre devant les délégués syndicaux...

Exceptionnelle, l'affaire Caroni ? Elle n'est pourtant qu'une des illustrations de la manière dont la droite patronale entend aujourd'hui se venger du 10 mai et résister à ses conséquences. S'agissant de la fuite des capitaux, le renforcement des contrôles et les consignes de sévérité données aux parquets ont déjà donné des résultats : pour les seuls mois de août et septembre, la direction des Douanes annonce avoir saisi 17 millions de francs aux frontières en diamants, pièces d'or ou billets de banque. Depuis le 2 novembre, 21 inculpations ont été prononcées, touchant principalement des banquiers et des industriels. Le syndicat CGT des douanes donne des chiffres plus effrayants : depuis le début de l'année, il estime à 40 milliards de francs les sommes frauduleusement exportées, dont 32 milliards depuis le 10 mai. Avec ces chiffres, le discours patronal sur « les mesures sociales qui étranglent l'entreprise » prennent un autre son.

La droite, de toute évidence, accepte mal la situation nouvelle, et la relative étroitesse de sa représentation parlementaire ne l'empêche pas d'agir. Du côté des partis politiques, il est vrai que les choses ne sont guère brillantes ; privée des moyens du pouvoir qui lui donnaient un semblant de vie, l'UDF est en proie aux divisions, aux reclassements et aux luttes d'influences, tandis que ses leaders n'ont pas encore terminé de mesurer l'ampleur du rejet de leur politique que fut aussi le 10 mai. Un

peu moins mal loti, le RPR n'affiche actuellement guère d'autres ambitions que celle de garder la mairie de Paris en 1983, tout en cherchant à conserver à son leader Chirac une dimension susceptible de lui servir... aux prochaines élections présidentielles. Cette inconsistance des partis politiques de droite ne saurait cependant masquer d'autres réalités. Ainsi, la recherche d'un « projet politique » dont tout le monde s'accorde à dire qu'il manquait, s'accompagne de reclassements curieux et inquiétants : n'a-t-on pas vu Madame Saunier-Seité, ancienne ministre de Giscard, prendre l'initiative d'un colloque sur les « alternatives au socialisme » avec les pires éléments de cette « nouvelle droite » bien proche des idées fascistes ? N'a-t-on pas vu Monsieur Papon, ancien ministre de Giscard, dresser ostensiblement des louanges au régime criminel de Pinochet, lors d'un récent voyage au Chili en compagnie de quelques patrons ? Quand la droite se met à réfléchir, sa pensée va parfois dans de bien curieux horizons.

En attendant, l'heure pour la droite est à la résistance, et l'économie demeure le terrain central. Fuite des capitaux, refus d'appliquer les nouvelles lois sociales, freinage des investissements, blocage des négociations sur le temps de travail ou d'autres sujets, la liste est longue des freins mis en place par le patronat. Sans doute la peur du changement, les réflexes conservateurs, les incompréhensions ont-ils leur place dans tout cela. Mais le gouvernement a tellement multiplié les paroles, et même les actes, d'apaisement depuis six mois qu'on est en droit de voir dans l'attitude patronale non plus de simples réflexes, mais une volonté politique délibérée, et intolérable.

Seine-Saint-Denis Ecole : ça commence à bouger

UNE autre école, qui ne soit plus une machine à fabriquer l'échec scolaire : c'est une des aspirations réouvertes par la victoire du 10 mai, un « espace de lutte » à conquérir. De fait, on constate dans notre département une remobilisation progressive des parents et des enseignants, une volonté de « faire quelque chose ». L'insatisfaction est grande, tant chez les parents que chez les enseignants, dont beaucoup se dégoûtent, et chez les élèves, dont la plupart n'a qu'un souci, fuir l'institution scolaire.

Ainsi, à Saint-Denis, on assiste, au niveau des écoles primaires, à un début de remobilisation des parents d'élèves, qui se traduit par une revitalisation des Associations de Parents d'Elèves, structures jusque-là assez vides. La mobilisation s'est effectuée en particulier sur le problème du remplacement des maîtres, problème crucial : en effet, le ministère, avant les vacances, avait accédé à toutes les demandes de mutations vers la province formulées par les instituteurs exerçant en Seine-Saint-Denis. Résultat : un déficit de postes catastrophique, que n'ont pas suffi à compenser les nominations de nouveaux instituteurs. En fin de compte, une aggravation prononcée de la situation des écoles primaires.

Les premières mobilisations (délégations à l'Inspection Académique) se sont donc effectuées sur le problème des remplaçants. Mais rapidement, la mobilisation s'est déplacée en direction d'une réflexion sur les moyens à prendre pour lutter contre le retard scolaire (à Saint-Denis, 50 % des élèves accusent un retard de une ou plusieurs années). En particulier, l'attention a été retenue par la question des ZEP (zones d'éducation prioritaire) reprise par le nouveau ministre de l'Éducation. Cette relance de l'idée des ZEP a ranimé l'espoir que quelque chose pourrait changer. Des débats se sont engagés sur ce que doivent être ces ZEP, dont le contenu n'est pas défini pour l'instant ; vont-elles voir leur statut réglé par le ministère, ou par la réflexion des parents, enseignants et élèves mobilisés pour définir une école différente ?

L'enjeu de cette question de l'école, très sensible pour les familles de Saint-Denis, est d'importance. La confiance dans les possibilités de lutte va-t-elle revenir, les travailleurs vont-ils redevenir des acteurs sociaux ? Ou va-t-on en rester aux réflexes traditionnels consistant à s'en remettre au ministère ou à la municipalité ?

Opinions diverses

Le problème scolaire est en tout cas suffisamment sensible pour que les différentes forces politiques et sociales aient pris position.

C'est ainsi que la CFDT, qui a été à l'initiative de l'idée des ZEP, lutte pour qu'en triomphe une idée qualitative. Pour la CFDT, les moyens supplémentaires pour lutter contre l'inégalité scolaire ne doivent pas être conçus uniquement en termes quantitatifs (davantage d'heures d'enseignement, davantage de postes), mais aussi de façon qualitative : constitution d'équipes pédagogiques, possibilité d'une certaine autonomie dans les horaires, redéfinition des programmes, des projets pédagogiques, ouverture sur l'extérieur. La CFDT pense également que le projet de ZEP ne doit pas concerner seulement l'école, mais aussi l'environnement extra-scolaire des jeunes de Saint-Denis : problèmes de la vie dans les cités, des MJC qui ne sont pas ouvertes dans les quartiers, etc.

En revanche, on constate une assez grande méfiance face au projet de ZEP de la part de la FEN, qu'il s'agisse du Syndicat des Instituteurs ou, pour le secondaire, du SNES (dominé par le courant Unité et Action proche du PCF). Ceux-ci s'appuient sur les risques, réels, de division entre quartiers, entre écoles que pourrait créer la déclaration d'un quartier comme zone d'éducation prioritaire, et tendent ainsi à ralentir le mouvement.

La section du PCF — et la municipalité — ont saisi l'intérêt qu'il pouvait y avoir à sa saisir de ce problème, et appuient tout ce qui va dans le sens de modifier le statu quo antérieur : la municipalité reprenant même l'ensemble des propositions présentées par l'UL-CFDT lors de la réunion avec l'Inspecteur d'Académie. Le projet de la municipalité, selon le mot d'un maire-adjoint, est de redonner à l'école « le rôle qu'elle avait au début de la III^e République, où l'école était souvent dans le même bâtiment que la mairie », « en redonnant aux travailleurs le goût d'apprendre, le goût de la culture, aux enseignants la foi en leur métier. »

Se mobiliser sur cette question, faire avancer des réformes qui permettent aux travailleurs de mieux se saisir du problème de l'école, cela peut permettre de modifier les rapports entre révolutionnaires et militants des partis de la gauche institutionnelle, de retisser des liens nouveaux avec la frange de travailleurs et d'enseignants qui se mobilise sur cette question.

D'après correspondance

Communiqué

« Actions Presse Lycéennes » est une expérience du journal national en direction du milieu lycéen dans laquelle s'est lancé le réseau qui s'était constitué autour de l'ex-« Agence de Presse Lycéenne » (un an : 8 numéros).

Le journal est pris en charge à Paris et en province par un réseau de correspondants-journalistes composé de lycéens et d'ex-lycéens, de militants d'origines diverses et de non-militants ainsi que par des groupes lycéens locaux.

L'APL se propose de se faire l'écho des multiples aspects de l'activité spontanée

et des mobilisations du milieu lycéen.

L'APL entend mener des enquêtes plus approfondies sur les préoccupations des lycéens.

L'APL, enfin, souhaite devenir un instrument aux mains des lycéens pour l'élaboration d'un point de vue autonome des élèves sur l'école partant de la façon dont ils la vivent et la ressentent.

En ce sens l'APL se veut ouverte à la fois aux témoignages directs des lycéens et à la réflexion de ceux qui s'intéressent au milieu lycéen.

Au sommaire :
• Du 10 mai au 15 septem-

bre : des lycéens et la victoire de la gauche. Souvenirs du 10 mai.

• Lycées à problèmes ou problèmes de lycées ?
• Rencontre avec Castehlemis (chanteur).

Abonnements : 10 numéros (3 F le numéro)
pour les lycéens 25 F
pour les profs, salariés, etc. 50 F.
Pour recevoir un exemplaire joindre 3 F en timbres.

Adresse :
Pascal Farnery
79, rue des Cascades
75020 Paris

Nationalisations : le changement doit aussi venir d'en bas...

D'ici quelques semaines, la loi sur les nationalisations doit être mise en œuvre. Que va-t-il se passer ?

A vrai dire, c'est encore bien flou.

A PUK, par exemple, la direction continue comme avant...
Les syndicalistes sont un peu inquiets.

UN mois après la victoire de Mitterrand, le PDG de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, sachant que le groupe qu'il dirige devait être nationalisé, montrait son hostilité à cette perspective, devant l'assemblée générale des actionnaires : « Les entreprises nationalisées sont moins bien placées pour affronter certaines situations », disait-il alors.

Depuis, le débat sur les nationalisations a eu lieu à l'Assemblée Nationale, les textes de loi doivent rentrer en application d'ici un mois... Pour l'instant le gouvernement a envoyé un délégué, Yves Bernard, auprès de la direction du groupe. Un rapport a été rédigé, qui demeure plus ou moins confidentiel. Il semble ressortir de cette note que le groupe PUK « serait réorganisé et recentré, selon un schéma somme toute peu différent de celui qui avait été envisagé auparavant » (*Le Monde* du 21 novembre 1981).

Flou, secret... inquiétude

Autant dire que les syndicalistes, quand ils ont pris connaissance, certes indirectement, de cette note, se sont inquiétés. Bien sûr, il n'était plus question de vendre le secteur chimie à un groupe américain. Mais cela était acquis depuis plusieurs mois. Ce qui les inquiète, c'est le peu de cas fait par la direction du changement politique intervenu le 10 mai, et par contraste l'absence à peu près complète de politique industrielle pour le groupe.

Le secteur électrometallurgie de PUK.



pe, de la part du gouvernement. En tout cas, si personne ne pense que le PS n'a aucune idée sur la question, on n'a pas connaissance de projets un peu précis. Bien sûr, des textes émanant du PS circulent dans les syndicats. On sait que la Commission de Politique Industrielle du Parti Socialiste a rédigé un rapport sur « l'industrie chimique en France, dans le cadre des nationalisations », mais ce texte reflète-t-il exactement les positions du gouvernement ? On n'en sait rien. Ce secret, cette incertitude sont mal vécus.

D'autant plus qu'à première vue, et d'une façon semble-t-il générale, le travail énorme effectué par les syndicats des entreprises nationalisables, en vue de proposer un certain nombre de solutions, par exemple pour le secteur chimie est resté dans écho. Dans la foulée du 10 mai, les réunions de travail, les rapports s'étaient multipliés. Apparemment sans résultat, et c'est là une source de désenchantement profond, parmi ceux des militants qui s'étaient investis dans ce travail.

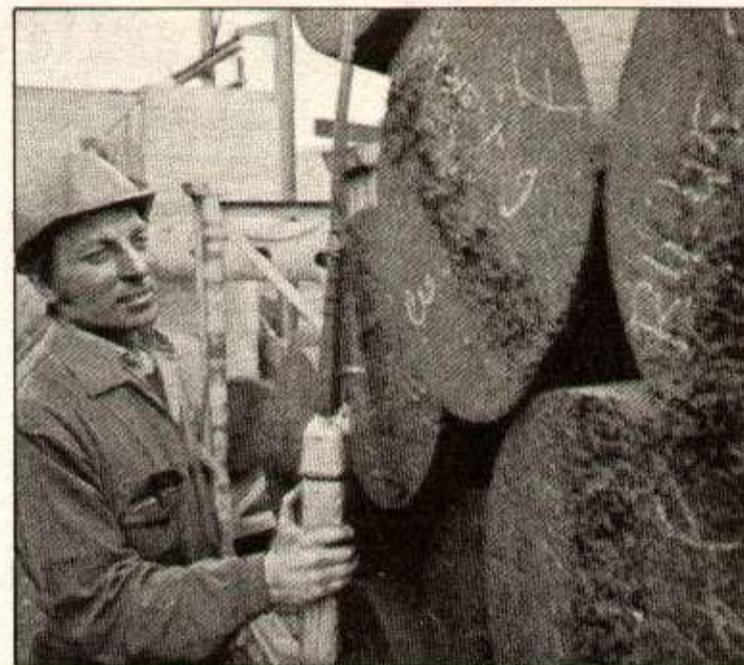
La direction continue comme avant

Secret, incertitude, flou sur les perspectives côté gouvernement, alors que du côté de la direction, on essaie de gagner du temps, en continuant sur le fond la même politique.

Les exemples abondent de tenta-

tives localisées, visant, de la part de la direction, d'« assainir les affaires ». A chaque fois, des emplois sont en jeu. Ainsi, au mois d'octobre, en pleine discussion sur les nationalisations, les syndicalistes découvraient un projet de rapprochement entre la société nationale CDF (Charbonnages de France), et PCUK (produits chimiques) pour constituer une filiale commune, concernant deux sites : Villers-Saint-Paul pour PCUK, Drocourt pour CDF, cette filiale aurait eu pour objectif de concurrencer une autre société, CH LOE, constituée au moment du rapprochement ELF-Rhône Poulenc. Pour les syndicalistes, cette logique comportait bien des risques pour l'emploi. La constitution d'une telle filiale n'aurait-elle pas abouti à la fermeture d'un des deux sites ? En tout cas, ce processus, ignorant tout cadre d'ensemble, échappant à tout contrôle à quelques mois de la nationalisation, était plus que suspect.

Pour d'autres secteurs de la chimie de PUK, comme les colorants, qui connaissent des problèmes, il semble là encore que la direction ait les mains libres pour trouver un partenaire, la possibilité d'un partenaire européen n'étant pas exclue. Ailleurs se posent des problèmes de reconversion de sites. Que va, par exemple, devenir l'unité de Wattrelos, dans le Nord, qui produit de l'acide phosphorique destiné à la fabrication d'engrais, quand on sait que le projet de la direction générale était d'importer l'équivalent de ce qui était produit



Dans une usine du groupe.

dans ces ateliers ? De même se pose peut-être le risque d'arrêt d'une filiale de PCUK et de Rhône Poulenc, DAUFAC, concurrencée par le site très moderne de Fos, appartenant lui aussi à... PCUK. Cela, du fait de la surproduction de PVC au niveau européen.

Comment ne pas s'inquiéter quand on voit à la fois la complexité de l'industrie chimique en pleine restructuration, l'état d'esprit des directions qui continuent grosso modo à raisonner comme avant le 10 mai, et par contraste, le flou des propositions gouvernementales ? Comment ne pas s'inquiéter non plus quand le peu de choses qui filtre des ministères, laisse entendre que pour l'essentiel, on ne contrariera pas la stratégie ancienne du groupe ?

Que deviennent les droits nouveaux pour les travailleurs ?

Si la politique industrielle préoccupe les militants, elle n'est bien sûr pas le seul problème lié à la mise en place des nationalisations. Ainsi, la question très importante des droits nouveaux pour les travailleurs des entreprises nationalisées n'a pas encore été abordée à l'Assemblée Nationale, où elle ne passera pas avant le printemps. Le rapport Auroux, considéré en général comme le minimum envisageable, ne déchaîne pas l'enthousiasme. En attendant, on ne sait toujours pas le sort réservé aux Conseils d'Ateliers, qui avaient pourtant suscité l'intérêt des travailleurs, et provoqué une réflexion assez large. A PCUK, pour les syndicalistes, il n'est pas question de laisser tomber l'affaire. Au contraire, sans plus attendre, on commence ici ou là à expérimenter des Conseils d'Ateliers sauvages, sans se dire qu'ils tomberont tout cuits. Cela ne va pas sans rencontrer des obstacles, mais des réunions par service ont commencé à se tenir, sur le budget, les investissements, l'organisation du travail. On y interpelle la hiérarchie, on parle aussi des salaires.

Ces expériences commencent à prendre corps positivement, alors que dans le même temps, on est en général déçu par la façon dont vont être représentés les travailleurs au Conseil d'Administration : dans tous les cas, les représentants des syndicats seront minoritaires, et leur rôle devient ambigu. Ainsi, la proposition de la CFDT, qui visait

à confier la gestion à un Directoire désigné par l'Etat, et le contrôle à un Conseil de Surveillance avec la participation des salariés n'a pas été retenue. Pour les instances inférieures, on ne sait même pas quelle solution est envisagée. A-t-on le même système de représentation du haut en bas de l'entreprise ? Autre problème, ressenti par la grande masse des travailleurs, celui de la direction. Va-t-on rester avec les mêmes têtes, la même hiérarchie au sommet, alors qu'elles mènent depuis des mois une politique de dégraissage, et que l'opinion courante est que, « certains ne sont pas à leur place » ? Là-dessus encore, c'est l'incertitude.

Le danger : briser la dynamique

L'accumulation de toutes ces interrogations pèse. Bien des militants sont inquiets sur l'avenir des nationalisations, déçus par le manque de répondant, le secret qui rogne la confiance, et pour un peu briserait l'élan né le 10 mai. Désenchantement qui pousse certains à refuser ce terrain des « solutions industrielles », à se réfugier dans ce qu'ils appellent « le quotidien ». Parce qu'ils craignent de se laisser entraîner dans un engrenage étranger au combat syndical, parce qu'ils estiment, et c'est parfois vrai, qu'on n'a pas les moyens. Pour d'autres, il faut s'accrocher, acquiescer les moyens de mieux comprendre, faire des propositions, se battre, même si c'est difficile, afin que les nationalisations ne soient pas simplement une affaire qui se règle dans les ministères, entre le gouvernement, les directions sortantes et les actionnaires. Une position qui n'est pas toujours confortable, car un certain attentisme s'est installé. Bien des travailleurs se disent qu'on verra bien comment ça se passera, au moment même de la mise en œuvre de la loi de nationalisation d'une part, et au cours du débat parlementaire sur les droits nouveaux. Une position qui attend tout, ou en tout cas beaucoup d'en haut. Alors que parmi les militants, le changement doit aussi venir d'en bas, et que la mise en place des nationalisations doit être l'occasion de se faire entendre, de s'opposer à la stratégie patronale, à la fois sur les restructurations et la vie à l'entreprise. Là est l'enjeu.

Monique CHERAN

SANS PAPIERS AUJOURD'HUI CLANDESTINS DEMAIN ?

C'est certainement pas chez les immigrés que la victoire du 10 mai avait fait naître le moins d'espoir. Après la victoire de la gauche, les premières mesures prises par le gouvernement ne furent pas décevantes.

La suspension des expulsions, l'arrêt de celles prises contre les jeunes, l'arrêt des contrôles au faciès, l'annonce d'une procédure de régularisation des sans papiers allaient dans le sens d'une amélioration des droits des étrangers.

Au-delà de ces premières mesures, c'est dès la rentrée de septembre, après les circulaires prises pendant les vacances (régularisation et abrogation des mesures Stoléru concernant le regroupement familial) que la politique du gouvernement va se mettre en place. Sans toutefois qu'il y ait eu le temps d'un débat en profondeur sur la question de l'immigration. Trois lois sont adoptées par le Parlement (emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière, droit d'asso-

ciation, conditions d'entrée et de séjour).

Un certain nombre des mesures prises ont apporté des améliorations sensibles : les étrangers peuvent désormais créer et gérer leurs associations, et participer à toute association sur un pied d'égalité avec les métropolitains. Les étrangers venus au titre du regroupement familial auront le droit au travail, les immigrés employés clandestinement bénéficieront de garanties en ce qui concerne leurs droits de travailleurs.

Un certain nombre d'autres ne vont pas dans le même sens. La possibilité d'expulsion du territoire pour « menace grave de l'ordre public » est maintenue. Malgré un certain nombre de garanties, la possibilité de détention administrative subsiste. Le fait d'être en situation irrégulière reste passible de sanctions pénales. La loi concernant le contrôle des touristes aux frontières, en accroissant le nombre des documents et justificatifs que doit fournir l'étranger, renforce les

difficultés de situation par rapport à la loi antérieure.

Enfin, et c'est là que se trouve la plus grande déception : pour la régularisation des sans-papiers, les circulaires successives font réapparaître une liaison étroite entre contrat de travail et obtention du séjour.

De plus les lenteurs administratives et le blocage de certaines préfectures laissent prévoir que seulement 10 à 20 % des sans-papiers seront régularisables.

Au niveau national 66 000 autorisations provisoires de séjour ont été délivrées, alors que le chiffre attendu était de 200 à 300 000, dont 44 000 régularisables (dossiers passant en commission), dont 1 300 cartes délivrées.

Cette situation laisse prévoir qu'au 31 décembre il y aura encore un très grand nombre de clandestins.

Après la rentrée, un certain nombre de luttes ont eu lieu mettant en relief les insuffisances et les limites de la nouvelle législation.

En Région Parisienne, quatre luttes ont eu lieu pour l'obtention de leur régularisation par des travailleurs clandestins :

- A Montrouge, 50 employés, essentiellement des Egyptiens, qui distribuait des prospectus, ont obtenu des cartes d'un an et échappé au licenciement.

- A Ivry, des clandestins d'une entreprise de distribution de prospectus sont également entrés en lutte.

- Boulevard de la Bastille dans le 12^e arrondissement de

Paris, 35 sans-papiers égyptiens poursuivent leur grève dans des conditions très difficiles. Ils campent malgré le froid devant les locaux de EHO 33 33, entreprise de dépannage et de publicité, alors que la direction a fait investir les locaux par des vigiles avec des chiens.

- Une autre lutte du même type vient de demander à Montreuil.

Ces luttes démontrent que les peines encourues par les patrons clandestins (applicables seulement à partir du 1^{er} janvier 1982) ne suffisent pas dans beaucoup de cas à régler la situation des étrangers qu'ils emploient.

A la suite d'un rassemblement de 5 à 600 saisonniers fin octobre toutes les semaines à Avignon des saisonniers se rassemblent pour obtenir des cartes de séjour. La demi-victoire obtenue par ces travailleurs, sous la forme de l'ouverture des guichets où ils peuvent déposer des dossiers en échange d'une attestation provisoire de séjour concerne 8 000 saisonniers.

Depuis l'été, la MTI, des syndicats CFDT et CGT, des associations, ont fourni un gros effort pour accueillir les étrangers et aider à leur régularisation dans ce cadre, la MTI a envisagé parallèlement à cet effort, une série d'initiatives pour mobiliser les catégories non régularisables à cause des critères définis par les circulaires gouvernementales.

Des rencontres entre F. Aultain, secrétaire aux travailleurs immigrés, d'une part et des associations type SOS Refoulement et la MTI et d'autre part, ont permis de faire reculer un certain nombre de limites aux circulaires sur la régularisation.

- La remise de l'attestation provisoire de séjour n'est plus soumise qu'à la seule preuve

d'arrivée en France avant 1981 et non au fait d'avoir rempli un dossier complet. Les employées de maison pourraient être régularisables en prouvant 20 h de travail par semaine.

- Pour les ambulants, une discussion est ouverte sur la base de 24 mois de travail sur 3 ans.

- Il y aurait prorogation automatique des attestations provisoires de séjour arrivées à terme avant qu'une décision soit intervenue.

- Des contrats de trois mois pourraient être pris en compte pour la régularisation.

Pour les trois derniers points, il ne s'agit en fait pour l'instant que de promesses orales.

Quoi qu'il en soit, dans le contexte actuel, si les choses en restent là, on peut se demander ce qui va se passer le 1^{er} janvier 1982.

Il est déjà certain que beaucoup de sans-papiers concernés par la régularisation n'auront pas été pris en compte, au rythme actuel des commissions. On peut se demander ce que deviendront les sans-papiers non régularisables. Seront-ils expulsés en masse ? Devront-ils rentrer dans la clandestinité ? Le gouvernement peut-il s'accommoder d'une telle situation ?

Bien sûr, des choses positives ont été faites depuis le 10 mai. Mais cela ne doit pas faire oublier les problèmes qui restent, l'opposition des patrons à fournir les papiers nécessaires, les lenteurs administratives, et surtout la situation de tous ceux qui ne sont pas concernés par la régularisation. C'est là une question de justice; le gouvernement ne peut pas, ne doit pas s'en tenir à une première vague de mesures qui laissent tant de problèmes en suspens.

Correspondance

HAITI : grève de la faim à Paris

Une grève de la faim a commencé le mercredi 2 décembre en l'Eglise Saint-Merry (76 rue de la Verrerie à Paris), menée par un exilé haïtien. Le texte qui suit, précise les conditions posées par le groupe de patriotes haïtiens, à l'initiative de cette grève de la faim.

« Nous vous signalons que cette action particulièrement dure n'a rien à voir avec le côté théâtral de certaine grève de la faim qui ont pu avoir lieu, mais qu'elle met effectivement en danger la vie de ceux qui y participeront, et que l'existence et la santé de celui qui et désormais LE PREMIER MAILLON DE CETTE CHAÎNE est d'ores et déjà menacée. »

- Je n'ai pas de nom.
- Je ne cherche aucun titre de gloire.
- Je suis un Haïtien, un Patriote en lutte contre la dictature qui, depuis près de 24 ans ravage mon pays.
- Je suis l'un des 1 500 000 exilés qui réclament JUSTICE et DIGNITE.
- Je suis le premier maillon d'une chaîne qui sera celle de la mort ou le début d'une clameur qui fera reculer les assassins qui composent le guignolesque et sanguinaire gouvernement de Duvalier, président à vie dynastique.
- Je réclame la libération des prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles duvaliéristes, la plupart sans jugement, torturés et au secret.

- Je demande au gouvernement français, signataire d'accords avec les grandes puissances du monde, d'intervenir auprès du gouvernement des Etats-Unis, co-signataire de ces accords, pour qu'il cesse de violer ses engagements, notamment dans les traités qui prévoient la libre circulation dans les eaux internationales.

Il faut que cesse les actes de pirateries du destroyer Hamilton en particulier, qui donne la chasse à mes compatriotes, les malheureux boat-people, qui fuient l'enfer de la dictature.

- Je demande au Président de la République française, Monsieur François Mitterrand, dont les discours au Mexique m'ont rempli d'espoir, d'intervenir auprès de son gouvernement pour que soient abrogées les mesures prises par le

précédent gouvernement afin de rétablir les droits des Haïtiens de circuler librement sur les territoires français, sans ségrégation, au même titre que les citoyens français peuvent le faire actuellement dans mon pays.

- Je réclame aussi pour tous les exilés haïtiens la possibilité de pouvoir rentrer au pays.
- J'exige enfin que tous les boat-people enfermés dans les camps de concentration de Miami et de Puerto-Rico, soient libérés et qu'ils obtiennent un statut qui préserve leur dignité.
- Si aucune de ces conditions n'obtient de résultats satisfaisants, je poursuivrais jusqu'au terme de ma vie, la grève de la faim que j'entreprends aujourd'hui. Après moi, un autre patriote prendra aussitôt ma place, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'opinion publique internationale, ainsi alertée, soit en mesure d'imposer la JUSTICE et la DIGNITE que je réclame pour mes compatriotes.
- Je compte sur la solidarité du Peuple de France et sur celle de tous ceux qui font leur - à travers le monde - les Droits de l'Homme.

Le 12 décembre prochain, les associations de la MTI organisent à Paris, une journée sur les Droits des travailleurs immigrés et appellent à une manifestation du métro Barbès, (à 14 heures) à Concorde.

Les thèmes centraux seront la régularisation et tous les sans papiers et l'égalité des droits.

Plusieurs cars regroupant les saisonniers du sud de la France (Avignon, Marseille, etc.) doivent monter sur Paris. Les maraichers sans papiers des Pays de Loire (Angers, Orléans) sont attendus. Des ouvriers de Renault-Flins se sont également mobilisés.

En parallèle avec les regroupements par région, il y aura également des cortèges par catégories : marchands ambulants, employées de maison, intermédiaires, chômeurs.

Des associations d'immigrés mais aussi de solidarité française immigrés apportent leur soutien à cette initiative : CEDETIM, CUF, ASTI Clichy-sous-Bois, ACAFI, AS-FJV, CAR 18^e et Damary-les-Lys.

Apportent également leur soutien à cette manifestation le PCR, la LCR, l'OCT, le PCML, le PSU.

Le tract d'appel à la manifestation met l'accent sur la situation préoccupante engendrée par le blocage de nombreux dossiers, l'échéance de la date

du 31 décembre et l'impossibilité pour un grand nombre de sans papiers, vu les critères retenus, de pouvoir être effectivement régularisés.

Il se termine ainsi : « Dans l'immédiat nous exigeons :

- l'accélération de la procédure et le déblocage des dossiers déjà déposés.

- le report de la date du 31 décembre 1981.

Travailleurs, on parle souvent de l'aide au « Tiers-Monde », du respect de la liberté et des Droits de l'Homme... Pour nous les Droits de l'Homme passent par les Droits des travailleurs immigrés et leurs familles vivant en France, par l'Egalité des Droits et la Solidarité Internationale des travailleurs.

Par conséquent NOS REVENDICATIONS SONT ET RESTENT :

- une CARTE de SEJOUR et de TRAVAIL (y compris pour les saisonniers), une CARTE de RESIDENT.

- une CARTE PROFESSIONNELLE pour les marchands ambulants.

- contre TOUTE EXPULSION ou REFOULEMENT.

- abrogation des lois et mesures anti-immigrés.

- contre tout STATUT à PART, Français-immigrés EGALITE des DROITS et SOLIDARITE INTERNATIONALE. »

PCF :

COMMENT ON ENFERME UN DEBAT

Malgré des contributions critiques, la tribune de discussion reste très contrôlée

LES tribunes de discussion publiées, depuis le 9 novembre, par *L'Humanité* dans le cadre de la préparation du 24^e congrès ont abordé pour l'essentiel la question du recul du PCF aux dernières élections (1). On connaît sur ce point la position de la direction : ce recul n'est pas imputable, comme un vain peuple le pense, aux positions prises depuis la rupture du programme commun, mais à des causes plus anciennes, au « retard » pris dès 1956 dans la définition d'un socialisme à la française. Ce « retard » a entraîné une mauvaise conception de l'union, sous la forme du programme commun, générateur d'illusions parce qu'accord au sommet et parce que créateur de confusion sur le rôle respectif des deux partis de gauche. C'est fondamentalement la raison de la progression du PS au détriment du PCF. Fort heureusement, les 22^e et 23^e congrès ont commencé à tracer une voie plus juste, même si leur très grande richesse a malencontreusement échappé sur le moment à ceux-là mêmes qui en avaient rédigé les documents. Ainsi, les « 22^e et 23^e congrès ont projeté leur lumière à l'avance sur la marche à suivre désormais. Ils ont, en quelque sorte, valeur prémonitrice puisqu'ils permettent de comprendre les causes profondes du revers électoral du parti en même temps que les conditions de la reconquête du terrain perdu » (2). L'accord signé en juin est un bon accord, puisqu'il ne s'enferme pas dans un cadre contraignant et permet au PCF de continuer à jouer son rôle propre. Il peut ainsi envisager la remontée de sa influence.

Sur toutes ces questions, les critiques n'ont pas manqué, depuis la rupture du programme commun plus particulièrement. *Rencontres Communistes Hebdo* s'en fait l'écho en publiant, dès juin, une tribune de discussion parallèle. La tribune de discussion de *L'Humanité*, ne serait-ce que du fait de cette concurrence, publie des contributions critiques, voire très critiques. C'est ainsi que dès le second jour de la tribune, un militant de Malakoff, Georges Poinçon, exprime sa « désapprobation fondamentale » avec le projet de résolution, sur la question de la période 1977-1981. Le 17 novembre, Jean-Marc Rennes, collaborateur de

Rencontres Communistes Hebdo, présente une contribution sous forme d'amendement sur les mêmes questions. Claude Polak, le 20 novembre, émet des critiques voisines. Jacques Bidet, le 26 novembre, proteste contre les exclusions prononcées à l'encontre des animateurs de *RCH*. D'autres contributions émettent des critiques convergentes en termes parfois plus timides.

« La vie a démenti... »

Le fond commun à ces contributions critiques consiste à dénier que la cause du recul électoral du PCF doive être recherché principalement sur une longue période. Ces militants insistent sur les effets produits par la campagne anti-socialiste de 1977 à 1981, et contestent que le programme commun n'ait eu que des aspects négatifs. Ainsi, pour Jean-Marc Rennes, « à partir de 1977, le Parti a affirmé qu'il fallait rééquilibrer la gauche à son profit, sans quoi le changement n'aurait pas lieu, il n'y aurait pas de ministres communistes, le Parti Socialiste gouvernerait avec la droite, gérerait la crise et, sur bien des plans, sa politique serait pareille ou pire que celle de Giscard d'Estaing. La vie a démenti cette ligne politique. Notre Parti a perdu un quart de ses voix, le Parti Socialiste a considérablement renforcé son influence, il y a aujourd'hui un gouvernement de gauche avec des ministres communistes et il semble qu'un « vrai » changement en cours ou en tout cas possible. Cet échec du Parti, qui hypodermique son avenir, et peut-être l'avenir des transformations sociales en cours, a sans doute plusieurs causes, mais l'essentiel réside dans la politique unitaire menée depuis quatre ans. Il est certes nécessaire de prendre en compte les retards plus anciens dans l'élaboration et la mise en œuvre de notre politique depuis 25 ans. En 1956, refus de la direction du Parti de reconnaître la réalité du stalinisme et tendance ensuite à limiter ce dernier « au culte de la personnalité » sans en tirer toutes les conséquences pour la politique du Parti dans ses rapports avec les pays socialistes. En 1960, retard vis-à-vis des révolutions autoproclamées et de la

Le type de réponse apportée à de telles critiques donne une idée de la parfaite maîtrise que la direction garde de la tribune de discussion. Les contributions critiques, après leur publication, reçoivent pour chacune d'entre elles une réponse sous forme de plusieurs contributions reprenant chacune sur un point particulier

Une contribution critique... onze réponses. Le tir de barrage.

l'argumentation de la direction. C'est ainsi que la contribution de Georges Poinçon ne s'attire pas moins de quatre contributions en réplique, comme celle de Jacques Bidet. Le tir de barrage le plus impressionnant est déclenché contre la contribution de Jean-Marc Rennes, qui ne reçoit pas moins de onze réponses sous forme de contributions. L'impression produite est bien évidemment celle de contestataires isolés, submergés par la vague de l'indignation de leurs camarades, qui prennent la plume en nombre pour s'élever contre leurs conceptions.

Courir la poste

La vague d'indignation doit

SUITE PAGE 6

Pour le Socialisme - 5

SUITE DE LA PAGE 5

mance soit possible, il faut réunir une série de conditions :

— que l'auteur de la réponse, prenant connaissance de la contribution Poinçon le 10 novembre à l'heure du laitier, ait immédiatement humecté sa plume pour produire, très vite, une réponse, d'ailleurs assez longue, et qu'il ait posté cette contribution le jour même ;

— que les postiers aient convoyé sa lettre avec une diligence particulière, par exemple en travaillant le 11 novembre ;

— que la commission chargée du dépouillement soit très au fait des techniques américaines de lecture rapide pour parvenir à détecter cette contribution parmi des centaines d'autres ;

— que les clavistes de *L'Humanité* aient une vitesse de frappe pulvérisant tous les records de la profession, au mépris des normes syndicales.

Même remarque pour la contribution Rennes, du 17 novembre, qui reçoit sa première réponse dans *L'Humanité* du 20 novembre. C'est sans doute ce que la direction appelle organiser le débat.

Autre procédé plus subtil pour discréditer une critique : l'illustrer en choisissant une contribution maladroite. C'est ce qui est fait par exemple dans *L'Humanité* du 2 décembre, qui donne la parole à Daniel Cabuzel, lequel se déclare d'accord avec les contributions Rennes et Polak, et les défend avec des arguments qui ne peuvent guère que braquer les militants, lorsqu'il estime par exemple que « le texte lui-même du projet de résolution n'est pas à la portée de l'immense majorité des membres du parti », qui compte dans ses rangs « des gens pleins de bons sens, certes, mais dont l'instruction laisse beaucoup à désirer » ; ou encore lorsqu'il dit que le recul du PCF était naturel « le PS a retrouvé son électoral véritable » et que ce recul était « un sacrifice utile » ; enfin lorsqu'il affirme, sans plus de nuances, que « tout le poids du parti doit porter sur le soutien au gouvernement et à ses décisions ». Même si cette contribution n'est pas manipulée (son contenu correspond, semble-t-il, à une sensibilité présente parmi les militants critiques du PCF), sa complaisance vis-à-vis du PS et la manière hautaine dont elle parle des militants ne peut que provoquer une réaction de rejet, qui rejait sur les contributions critiques qu'elle déclare approuver. Façon indirecte assez habile de discréditer un point de vue.

Ni trop, ni trop peu

Il est d'autres méthodes indirectes qui peuvent être efficaces, même si elles sont d'un grand classicisme. La direction a laissé s'exprimer, comme nous l'avons vu, des contributions qui considèrent que l'explication du « retard », depuis 1956, noie le poisson face aux causes issues de la période 1977-1981. Elle va aussi laisser place à une contri-

« Sans le vouloir »

Les affaires de Vitry et de Montigny ont fait l'objet de quelques contributions. Dans le projet de résolution, la direction prenait des distances face à ces deux actions, sans entrer dans une critique très précise toutefois. Des éléments d'autojustification subsistent, comme l'affirmation de l'importance des problèmes posés (drogue, immigration), avec seulement une vague critique sur la méthode qui conduisait, « sans le vouloir » à « résoudre les problèmes des gens à leur place et sans eux ».

Peu de contributions abordent cette question, et celles qui sont publiées n'évoquent jamais les faits dans le détail. On ne rappelle pas précisément le bulldozer, la délation, etc. Une contribution (3 décembre) estime que « l'action entreprise à Montigny fut une erreur, et une parenthèse malheureuse, honteusement exploitée, qu'il convient de refermer au plus vite ». L'auteur s'insurge contre « toute notion de quota ».

Une autre contribution, à l'inverse, approuve l'action, même si elle estime que « la forme d'intervention » fut « sans doute discutable ». Discutable, parce que, selon la fine analyse de ce militant « les trois cents immigrés n'étaient pas aptes à soutenir notre action en leur faveur car trompés eux-mêmes sur la nature de l'opération ».

Pourquoi précisément ? Ce n'est pas dans *L'Humanité* que quelqu'un rappellerait les faits, c'est dans *RCH* que l'on lit sous la plume de Maurice Goldring : « Vitry. La « situation » a conduit « sans le vouloir » à tenter de résoudre les problèmes des gens à leur place et sans eux. Encore un cauchemar. Révélés la pelleuse, le courant coupé, les manifestations de soutiens, les pages entières, les discours flamboyants. Tout cela, c'était « sans le vouloir ». Qu'aurait-ce été si l'action avait été menée « en le voulant » ?

Si la tribune de *L'Humanité* passe assez rapidement sur le fond des affaires, ces actions sont justifiées de façon indirecte par la publication dans la même page de contributions qui, sans évoquer Vitry et Montigny posent le problème de l'immigration, avec des insinuations sur la faible combativité dont les travailleurs immigrés feraient preuve dans les luttes. Une façon de faire comprendre qu'on souhaite réduire l'ampleur de l'immigration. Donc que les conceptions qui ont causé Vitry et Montigny ne sont pas abandonnées.

buton qui rejette également son argumentation, mais pour des raisons strictement inverses. Face à des points de vue qui reprochent à la direction son attitude anti-unitaire jusqu'au 26 avril, est publiée une contribution, provenant sans doute d'un militant âgé, qui trouve la cause de l'échec dans l'eurocommunisme de la direction. Un certain Georges Gastaud estime en effet que la cause du recul est à chercher dans la politique suivie depuis le 22^e congrès. Il convient d'en revenir à la notion de dictature du prolétariat, de cesser de soutenir le PS de façon opportuniste, de refuser de participer au gouvernement, enfin de réaffirmer la solidarité avec l'URSS, à l'inverse de la direction qui glisse vers le neutralisme et le non-alignement, comme en témoigne la reprise du mot d'ordre « Ni Pershing, ni SS 20 ».

Cette contribution est suivie, comme il se doit, de quatre répliques, qui cataloguent sans mal l'auteur comme passéiste. En définitive, entre ceux qui trouvent que le PCF n'a pas été assez unitaire et ceux qui trouvent qu'il l'a trop été, la direction pourra se prévaloir d'une position de juste milieu, censée apprécier la situation dans toute sa complexité. Du travail de connaisseur en matière de manipulation.

François NOLET

1) Notre inventaire s'arrête au 4 décembre inclus.

2) Jean Colpin, *L'Humanité* du 15 septembre 1981.



Le PCF est-il « parti à la conquête de la société civile » après 1968 et avec quel projet ?

« Le Parti Communiste au carrefour » de François Hincker

L'avenir appartient-il au PCF ?

François Hincker, ancien dirigeant,
aujourd'hui un des animateurs de RCH
pose la question. Sa réponse n'est pas tranchée...

P ARMI tous les ouvrages publiés récemment sur le PCF, le livre de François Hincker « Le Parti Communiste au carrefour » mérite sans doute une place à part. La personnalité de l'auteur y aide : Hincker, membre du Comité central du PCF jusqu'au 23^e Congrès, rédacteur en chef de *La Nouvelle Critique* jusqu'à la suppression de ce journal, collaborateur direct de Marchais, puis de Leroy, est depuis quelques mois « exclu de fait » du PCF pour sa participation à « *Rencontres Communistes Hebdo* », dont il est avec Fiszbin l'un des principaux animateurs. Écrit avant l'exclusion des initiateurs de « *RCH* », et aussi avant les fameux 15 % de l'élection présidentielle, le livre est bien sûr la prise de position d'un militant critique qui entend (entendait ?) situer son action à l'intérieur du PCF. Il est aussi une contribution à l'histoire de ce parti, vécue de l'intérieur des sphères

dirigeantes, depuis une quinzaine d'années, puisqu'aussi bien Hincker considère que la politique actuelle de la direction plonge ses racines loin en arrière. Intéressant à ces deux titres, le livre l'est plus encore en ce qu'il est porteur d'une problématique construite, appuyée sur Gramsci, qui peut contribuer à éclairer une démarche.

En prenant le risque d'une schématisation qui n'est pas présente dans le livre, on peut ainsi résumer la thèse de Hincker : pratiquement depuis son origine, deux voies s'ouvrent au PCF : l'une est celle du repli, de l'isolement, du témoignage, de la fonction tribunicienne. Cette voie est d'autant plus tentante qu'elle reprend une tradition bien intériorisée du mouvement ouvrier français, « autour des idées de camps, de blocs, de classe contre classe, etc. » C'est ce que Hincker appelle, de façon quelque peu originale, le « gauchisme, maladie héréditaire du PCF ». L'autre voie est celle de la lutte hégémonique de

la classe ouvrière, « la sortie de la classe ouvrière et de ses organisations hors d'elles-mêmes, vers l'ensemble de la société où elles éprouvent leur capacité de direction ». Le problème pourrait être vite réglé, puisqu'à la question de savoir si « les organisations du mouvement révolutionnaire se sont une seule fois sérieusement posé la question du développement des conquêtes ouvrières dans une lutte hégémonique contre le pouvoir de la bourgeoisie, y compris le pouvoir politique », Hincker répond, (page 38), « jamais ». Pourtant, et de manière un peu contradictoire, il discerne, dans le passé plus ou moins récent, des tentatives en ce sens. Ainsi, à la fin des années cinquantes, où certains dirigeants posaient de « vrais problèmes ». L'élimination des « pro-italiens » stoppa net cette tentative. Mais un « cours nouveau » redémarra sous Waldeck Rochet, pour culminer

SUITE PAGE 7

au début des années soixante-dix : « Le souffle de 1968, la campagne de Jacques Duclos, la proximité de l'union de la gauche lancèrent alors le PCF dans quelque chose comme la conquête de la société civile. La de liberté et la démocratie tenaient désormais la première place dans la tête et le cœur des forces vives du peuple français ; eh bien, le Parti, comme jadis il avait su le faire au moment de l'antifascisme, puis l'indépendance de la nation, puis la paix étaient ses maîtres-mots, sur lui aussi en faire l'axe de sa stratégie jusqu'au 22^e Congrès de 1976 : le Défi démocratique, la Charte des Pour Libertés, le projet d'un socialisme démocratique, jalonnent cette période ». Hincker, la question de l'hégémonie est donc à nouveau posée, et avec elle, celle des alliances, puisqu'aussi bien « le cœur et le critère d'une politique hégémonique sont la capacité pour une classe et un parti de réaliser des alliances sociales larges », ce sera le programme commun, l'union de la gauche.

Mai 68 « bien négocié »

Avant d'aller plus loin, il est quelques raccourcis dans le raisonnement de l'animateur de RCH qui méritent d'être relevés. Par exemple cette propension à dresser un signe égal entre classe ouvrière et PCF, ce qui serait acquis depuis des décennies et par conséquent non susceptible d'être remis en question. Mai 68 n'a-t-il pas prouvé au contraire qu'une partie de la classe ouvrière ne s'incarnait pas dans le PCF, ni culturellement ni a fortiori politiquement ? Peut-on par ailleurs réduire aussi vite le « cœur » d'une politique hégémonique à la recherche d'alliances larges ? Ce n'est pas en s'adaptant, et en intégrant simplement dans son propre discours les notions de démocratie et de liberté que le PCF peut parvenir à homogénéiser dans une perspective commune toutes les aspirations nouvelles apparues. Qui plus est, il est plus que réducteur de voir dans la démocratie et la liberté l'essentiel du nouveau apparu en Mai 68. Ce moment de notre histoire, d'ailleurs non analysé dans le livre, est porteur de bien d'autres richesses ignorées ou combattues par le PCF des années soixante-dix. A ce sujet enfin, il y a quelque incongruité à considérer que le PCF à, « dans l'ensemble bien négocié Mai 68 » alors même que l'histoire de ces treize dernières années fourmille d'affrontements entre ce qui est né à ce moment-là et le PCF lui-même.

Mais revenons à la thèse de François Hincker. Signé en 1972, le programme commun concrétisait cette « alliance large » tant recherchée. Une ambiguïté sur la nature du partenaire socialiste, et par conséquent sur la nature de cet accord programmatique. La direction du PCF a vu dans le PS un parti social-démocratique classique, comme il y en a eu d'autres dans l'histoire, et avec lequel, donc, des formes d'union « classiques » étaient à développer. Mais le PS d'Epinais et autre. Il se veut, dit Hincker, « parti d'un certain type de société, à la fois libertaire et moderne, conciliant si possible technocratie et démocratie, relativisant le Parlement et les institutions représentatives classiques par rapport aux autres formes de pouvoir ; il est sans complexe, envi-

sage carrément son hégémonie et considère qu'il est susceptible de rallier un électorat vaste et socialement composite. » Cette fausse donne allait transformer les choses, puisque là où il aurait fallu « bouleverser de fond en comble l'héritage si glorieux fût-il, au profit d'une lutte hégémonique exigeant réflexions, initiatives, expériences », la direction est restée figée sur les rapports de force électoraux, accrochée à des réflexes conservateurs. D'où, après moult tangages dont Hincker indique, faits à l'appui, qu'ils commencèrent en 1974, le retour aux « vieux démons » de la « méfiance à l'égard du mouvement de masse, la substitution de la propagande et de l'activisme au combat politique, l'appel à la discipline, à la foi, à la position de classe plutôt qu'à la conscience de classe ».

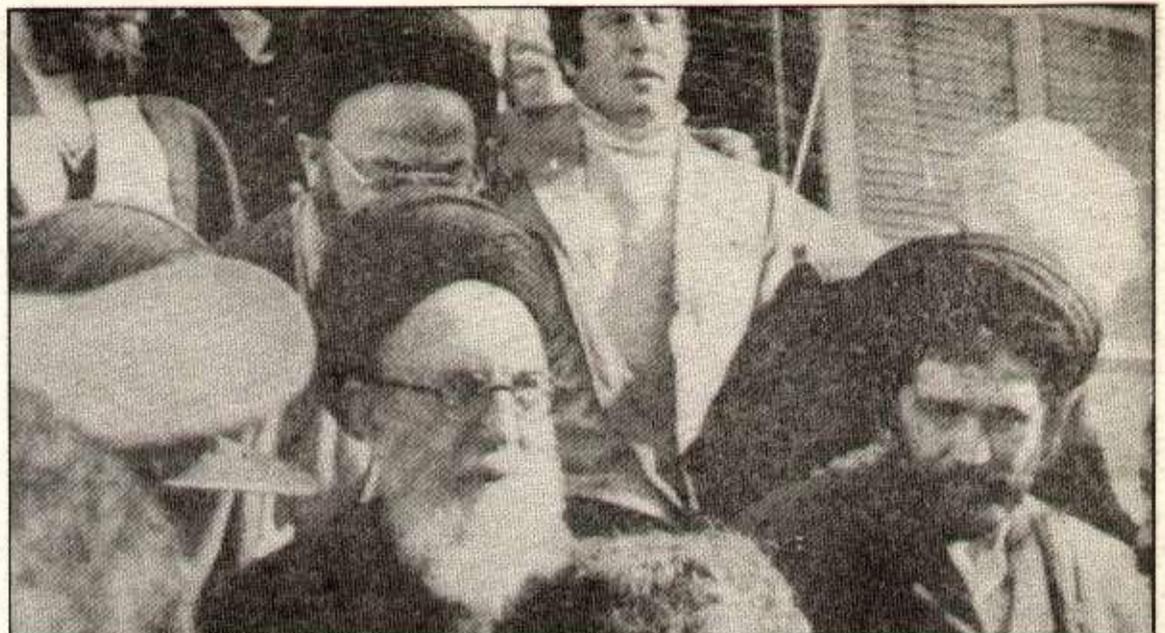
Quel projet stratégique ?

Le constat de l'oscillation entre deux extrêmes, de même que son point d'aboutissement actuel ne sont guère contestables. Reste cependant à caractériser l'autre extrême, et à se situer par rapport à lui. En d'autres termes, il faut aussi se situer par rapport au projet que pouvait esquisser un PCF en période de « réflexions, d'initiatives et d'expériences » tel que Hincker le voit par exemple au 22^e Congrès de 1976. Quels contours de société, quel type de culture, quel rapport au nouveau, quelles réponses aux grandes contradictions de l'heure étaient alors mis en avant par le PCF ? Pour préciser encore, sur la base de quel projet politique Hincker et ses amis eussent-ils souhaité voir le PCF engager la « lutte hégémonique » ? A cette question pourtant essentielle, on ne trouvera pas de réponse dans le livre.

« Maintenant, que faire ? » s'interroge l'animateur de RCH dans la dernière partie de son essai. Question majeure elle aussi. Changer le PCF ? L'ampleur des conditions énumérées pour que le PCF devienne autre chose que ce qu'il est, amène à se demander si Hincker y croit vraiment, malgré les multiples précautions de langage. L'idée d'un « Epinais communiste », émise au terme d'un livre qui a largement expliqué combien étaient faibles les similitudes entre la social-démocratie d'antan et le PS d'aujourd'hui, amène en tout cas à se poser la question.

Nicolas DUVALLOIS

Des partisans des Moudjahidin blessés par des partisans de Khomeiny



Après beaucoup d'autres, l'ayatollah Madari (sur notre photo) considéré comme un « traître ».

IRAN : Plus de 3 500 exécutions en six mois

L'IRAN n'attire plus les feux de l'actualité, comme si tout ce qui s'y passe était désormais marqué du sceau de la banalité. Et pourtant ! la guerre continue à faire rage avec l'Irak, une guerre dite « de position » mais qui n'en fait pas moins des milliers de morts, civils et militaires. Il y a quelques jours, les forces iraniennes ont repris le contrôle de la ville de Bostan, dans le Khouzistan, une ville considérée comme stratégique pour les approvisionnements irakiens. La guerre fait rage également au Kurdistan, où résistants kurdes et « combattants de la révolution » s'affrontent de plus en plus violemment. Au début du mois de novembre, des combats d'une ampleur inégalée ont ainsi eu lieu à Bouhan, faisant selon les sources entre cent et mille victimes. Se proclamant « élu de dieu » un nouveau gouvernement a été mis en place, succédant ainsi aux précédentes équipes décimées par les attentats. Un des premiers gestes aura été de refuser à l'ayatollah Shariat Madari de quitter le pays. Considéré comme un des principaux protagonistes de la



révolution qui a emporté l'ancien régime, Madari était depuis deux ans en résidence surveillée. Désormais, il est lui aussi considéré comme un « traître » par un pouvoir qui n'a plus guère le soutien que d'une force politique, le parti Toudéh pro-soviétique.

Et pendant ce temps, la répression la plus atroce s'abat sur le pays, comme en d'autres temps. Les communiqués officiels en font foi : le 8 novembre, on annonce que « 107 enseignants hypocrites » ont été arrêtés le mois précédent. Le 12 on annonce « 35 exécutions d'hypocrites à Téhéran, Machad et Sabvazar », le 24, encore 11 exécutions dans le Nord-Est du pays, et 9 dans le Sud-Ouest. Le langage est révélateur : ces « hypocrites » que l'on assassine, ce sont les révolutionnaires. Quant aux chiffres an-

noncés, ils sont hélas très en dessous de la réalité. Massoud Radjavi, leader des Moudjahidin Khalq, vient d'en donner d'autres : plus de 20 000 prisonniers politiques, et plus de 3 500 exécutions de révolutionnaires depuis le 20 juin, date de la destitution de Bani Sadr. Avec d'autres hommes, les méthodes de la Savak persistent elles aussi : avec des arguments « théologiques », Khomeiny ne vient-il pas de justifier la torture contre les « ennemis de dieu », c'est-à-dire tout ceux qui ont le courage de se dresser contre lui ?

En proie à la dictature et à la répression, l'Iran ne doit pas être oublié, au nom de tous ceux qui, sur place ou en exil, combattent pour qu'enfin ce pays connaisse la liberté, la justice sociale et l'indépendance.

Le PS entre Pershing et pacifistes

« Nous sommes les meilleurs alliés des Etats-Unis » s'est exclamé Claude Cheysson lors de la rencontre avec le général Haig au mois de juillet, précisant que « la France approuve entièrement la décision qui a été prise par ses alliés atlantiques pour les fusées américaines Pershing et les missiles de croisière. » Position clairement confirmée quelques jours plus tard par le président de la République lui-même, dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Stern* : « La paix est liée à l'équilibre des forces dans le monde. L'installation des SS 20 et des Backfire soviétique rompt cet équilibre en Europe. Je ne l'accepte pas et j'admets qu'il faille armer pour retrouver le point d'équilibre. » Les positions du nouveau gouvernement vont, on le voit, à contre-courant d'une part importante de l'opinion publique européenne sensible aux thèmes pacifistes, et de secteurs non-négligeables de la social-démocratie elle-même, comme en attestent par exemple les positions de W. Brandt, hostile à l'installation des fusées américaines en RFA, ou celles du PSOE, adversaire résolu de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, alors que Claude Cheysson se prononce publiquement en faveur de cette adhésion. Définissant un rapport d'unité assez étroite avec les Etats-Unis dans le cadre de l'abord des relations Est-Ouest, les positions du Parti Socialiste peuvent-elles pour autant être réduites à un pur et simple atlantisme ?

DANS le « *Projet socialiste* », adopté en janvier 1980, le Parti Socialiste établissait un constat qui est devenu, depuis, presque un lieu commun : de graves menaces pèsent sur la sécurité de l'Europe du fait de la rivalité des USA et de l'Union soviétique. Ainsi était dénoncée la menace « de voir l'Europe transformée en théâtre d'opération à la seule initiative des deux superpuissances ». Mais cette lucidité sur l'état des relations entre superpuissances s'accompagnait alors du maintien de certaines ambiguïtés sur l'appréciation exacte du rôle de l'URSS sur la scène internationale et sur l'état des rapports entre la France et les USA.

Refusant de qualifier l'URSS de pays impérialiste, le « *Projet socialiste* » lui attribuait même la qualité de force soutenant les luttes de libération des peuples, même si cela s'effectuait dans le cadre étroit et égoïste de « ses propres intérêts d'Etat et de sa politique de grande puissance ». Par contre, en dénonçant longuement la mainmise américaine sur l'Europe et la France. Faisant courir à notre pays le risque de devenir une « province de l'empire américain ». Il passait sous silence la rivalité des contradictions demeurant entre la superpuissance américaine et la politique giscardienne. Cette vision unilatérale des liens existant entre les USA et l'Europe s'accompagnait d'une relative sous-estimation de la menace soviétique. Certes, les positions énoncées dans ce texte sont marquées par l'empreinte des positions propres du CERES, traditionnellement plus prompt à dénoncer l'impérialisme américain que la menace soviétique. (Ainsi par exemple, en avril 1980, lors d'une Conférence Nationale du

PS, Chevènement déclarait que l'URSS « joue un rôle de contre-poids face aux Etats-Unis, comme elle l'a joué dans le passé face à l'Allemagne »)

Mais l'existence d'ambiguïtés dans l'analyse de l'Union soviétique ne se limitait pas au seul CERES. En témoigne par exemple, cette intervention de Lionel Jospin en février 1979 « Il ne faut pas exagérer la puissance de l'URSS, il ne faut pas exagérer la capacité d'adaptation de cette société rigide, bureaucratique ».

Ainsi, les positions actuelles du Parti Socialiste ne sauraient s'expliquer par une brutale découverte des menaces qui pèsent sur la paix en Europe. C'est en fait une évaluation différente de la menace soviétique qui, d'après le PS, explique l'évolution de son analyse de la confrontation Est-Ouest.

Un équilibre des forces militaires rompu au profit de l'Union soviétique

Liée à l'équilibre des forces entre les deux superpuissances, la paix se trouve, pour le PS, gravement menacé lorsque cet équilibre est rompu, ce qui se produit aujourd'hui.

L'élément qui a provoqué cette rupture, c'est l'installation des missiles SS 20 par l'URSS, modifiant l'équilibre des forces en Europe. Jacques Huntzinger, secrétaire national aux Relations Extérieures, développe cette idée dans le numéro du 27 novembre de *L'Unité* : « La rivalité d'aujourd'hui est celle d'une augmentation modérée des capacités de l'OTAN et d'une augmentation importante des ca-



La défense de l'Europe par elle-même : irréaliste pour l'instant pour le PS.

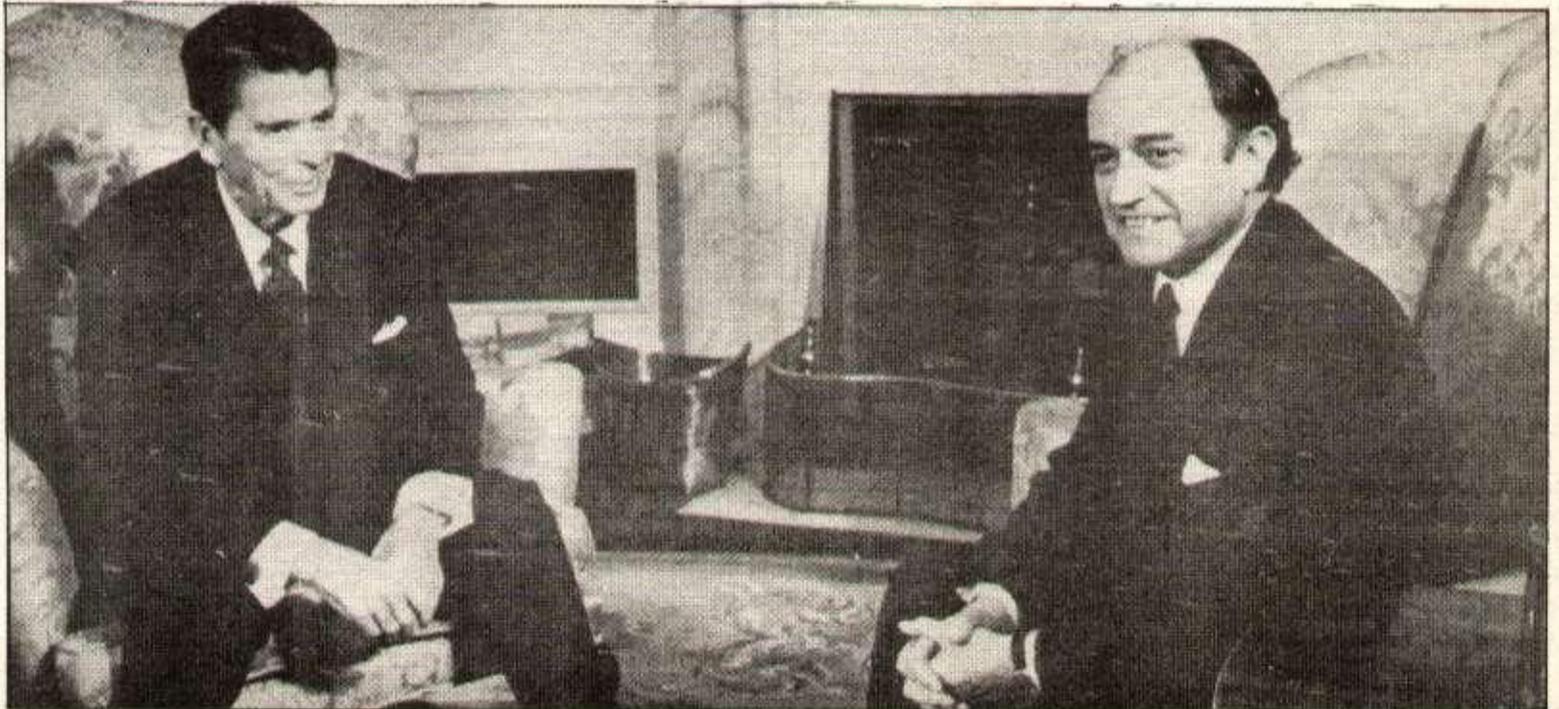
pacités du Pacte de Varsovie. Et, surtout, la réalité d'aujourd'hui est la disparition de la supériorité stratégique des Etats-Unis. » Une telle situation est durable : « La supériorité américaine est finie et bien finie, malgré les programmes de Reagan ».

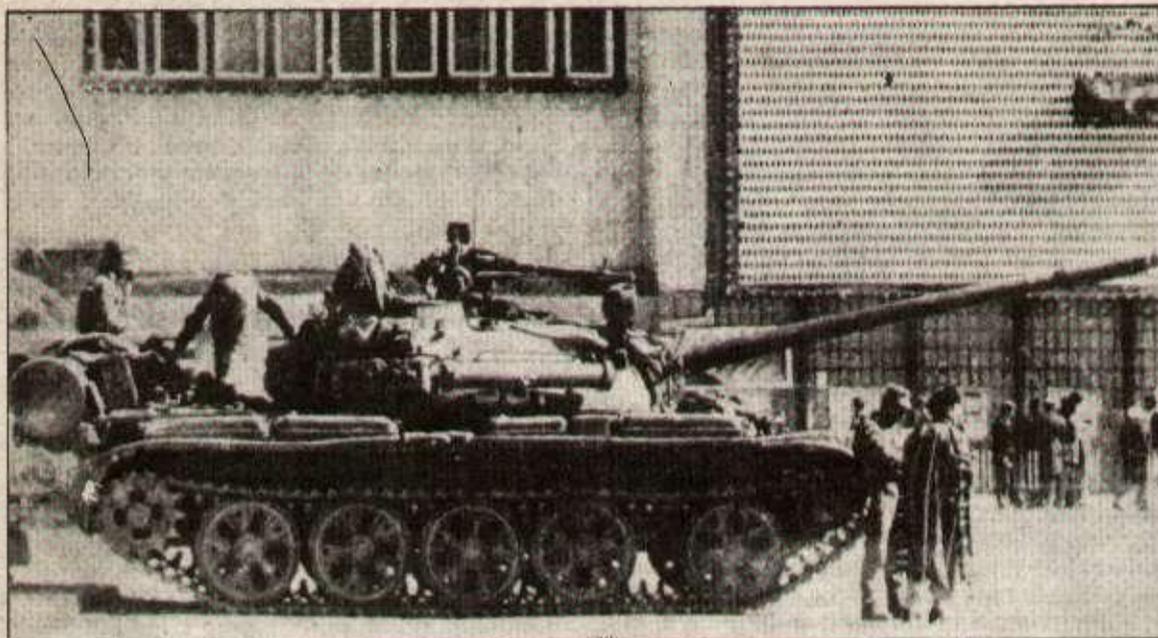
Cette perte de la supériorité stratégique américaine a, d'après le PS, plusieurs conséquences : d'une part, les USA ne peuvent plus garantir la sécurité de l'Europe de manière absolue. D'où le doute et le malaise qui ont saisi les gouvernements européens ces dernières années à propos de l'efficacité de la protection nucléaire américaine. D'autre part, elle tend à valoriser l'importance, dans l'évaluation du rapport des forces militaires des superpuissances en Europe, des armements nucléaires eurostratégiques (Pershing II et SS 20) et

conventionnels. Or de ce point de vue, la supériorité déjà acquise par l'URSS au niveau des forces conventionnelles, se trouve accrue, au plan eurostratégique, avec le remplacement de ses vieux missiles SS 4 et SS 5 par les SS 20. Avec l'installation de ces nouveaux missiles, l'URSS a marqué un point décisif face à son rival. Mobiles, donc difficilement destructibles, précis et capables d'atteindre plusieurs objectifs différents grâce à leurs ogives multiples, les SS 20 ont en effet une efficacité sans commune mesure avec celle des bombardiers américains F 111 et F 4 qui leur font face en Europe.

L'apparition de ce déséquilibre explique et justifie aux yeux du Parti Socialiste la décision de l'OTAN d'installer, à partir de 1983, plusieurs centaines de missiles Cruise et de fusées Pershing sur le territoire de plusieurs pays

En soutenant Reagan sur les relations Est-Ouest, le PS espère plus facilement réaliser les autres aspects de sa politique notamment intérieure.





L'invasion de l'Afghanistan : un des facteurs de modification de l'appréciation du PS sur l'URSS.

européens. Face au refus des Soviétiques de retirer leurs missiles, et de parvenir ainsi à un équilibre des forces par le bas, la seule solution réaliste, pour le PS, consiste à rétablir cet équilibre par le haut : c'est le sens des décisions américaines et de leur soutien par le nouveau gouvernement français.

La prise de conscience plus claire par le PS de la rivalité des ambitions expansionnistes de l'URSS en Europe s'explique pour partie par cette perception d'un rapport des forces modifié entre les deux superpuissances, à l'avantage de l'Union soviétique. Mais cela ne constitue sans doute qu'un des facteurs explicatifs de l'évolution des positions du Parti Socialiste. D'autres éléments ont joué ou jouent vraisemblablement un rôle dans leur définition.

Ainsi l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique, l'occupation de ce pays et la guerre menée par les troupes russes contre le peuple afghan ont contribué à révéler un peu plus la nature du régime soviétique, et à concrétiser le fait que la politique qu'il suit est profondément contradictoire avec ses discours de paix. Claude Cheysson vient d'ailleurs de rappeler que le gouvernement devait prendre en compte les sentiments de la majorité des français condamnant cette invasion, dans la détermination de ses relations avec l'Union soviétique.

De même, l'évolution des positions du PS concernant la menace soviétique s'inscrit dans un mouvement plus général qui affecte, PCF excepté, l'ensemble des forces politiques et de l'opinion publique, marquée par une lucidité plus grande sur les intentions réelles de l'URSS.

Enfin, l'accession du PS au gouvernement tient sans doute également une place importante parmi ces différents facteurs.

S'opposant brutalement à l'impérialisme américain avec l'entrée des ministres communistes au gouvernement (affectant « le ton et le contenu » des relations franco-US, aux dires du Département d'Etat) et avec la mise en œuvre d'une politique sociale et économique très éloignée des vues américaines, le PS peut redouter un affrontement trop important avec les USA.

En soutenant Reagan sur une question essentielle à ses yeux — celle des relations Est-Ouest — le nouveau pouvoir socialiste es-

père réaliser plus facilement les autres aspects de sa politique, que ce soit sur le plan intérieur ou à propos des rapports Nord-Sud par exemple.

Se démarquant des positions américaines sur ces questions, il lui faut éviter de voir l'ensemble de sa politique assimiler à une politique abandonnant les intérêts occidentaux, et ceci, aux yeux des USA, nécessairement au profit du bloc soviétique. C'est cette analyse sommaire qu'effectuait, trois jours après l'élection de François Mitterrand, *L'International Herald Tribune*, en écrivant : « L'Europe a titubé vers le neutralisme quand la France a élu dimanche un président socialiste qui dépend largement du soutien communiste ».

Si la coloration atlantiste des positions de soutien total aux USA prises par le PS n'est pas viable et doit être combattue dans la mesure où elle tend à lier davantage la politique militaire des pays européens — y compris la France — à la politique de grande puissance des Etats-Unis, renforçant ainsi le rôle de terrain de l'affrontement entre les superpuissances joué par l'Europe, on ne saurait pour autant résumer la position du Parti Socialiste à cet aspect et y voir un simple acte d'alégerance, voire de soumission, à l'impérialisme américain.

Substituer une organisation collective de la paix à la logique des blocs

La récente motion adoptée par

Cheysson avec Schmidt, au mois de juin dernier.



le Congrès de Valence du PS expose, dans leur globalité, les positions de ce parti concernant l'état des relations Est-Ouest et ses propositions pour transformer la situation actuelle dans le sens de la paix et du désarmement.

Après avoir rappelé que le PS lutte pour substituer à la logique des blocs une organisation collective de la paix, le texte se livre à un éloge de la nouvelle politique internationale de la France depuis le 10 mai en ces termes : « Cette politique tend à s'appuyer sur nos alliances traditionnelles pour stopper l'expansionnisme soviétique actuel et trouver la voie d'une réelle indépendance vis-à-vis de chacune des deux superpuissances. Dans le même temps, cette volonté d'indépendance doit permettre à notre pays d'agir pour la transformation progressive du système international à laquelle aspire tant d'autres pays qui veulent se libérer de la logique des blocs et s'ouvrir de nouveaux espaces d'indépendance et de solidarité dans la voie d'une organisation collective de la paix... On ne peut réduire les tensions Est-Ouest et la domination des superpuissances qu'en aidant à la naissance d'un axe Nord-Sud d'où soit progressivement bannie l'exploitation des zones sous-développées par le Nord industrialisé. »

Le Parti Socialiste présente ainsi le respect de ses alliances par la France et le soutien qu'elle apporte aux initiatives américaines comme une modalité actuellement nécessaire pour faire face aux menaces de l'URSS. Mais cette situation

doit connaître son dépassement dans le cadre d'une « transformation progressive du système international ». Cette transformation comprend en fait deux éléments :

- La naissance d'un axe Nord-Sud, c'est à dire la mise en place d'un nouvel ordre international politique, économique et culturel. Cette perspective s'appuie entre autres sur l'idée qu'une telle politique est de nature à saper les potentialités de développement de l'influence soviétique dans les pays du Tiers-Monde. (Cf. notre article sur la politique Nord-Sud du nouveau gouvernement paru dans notre précédent numéro).

- Le renforcement des liens d'unité, y compris au plan militaire, entre les pays européens. Cette perspective d'une Europe indépendante par rapport aux blocs, dotée de sa propre capacité de défense et renforçant ses liens avec le Tiers-Monde, s'inscrit dans une stratégie positive, capable de contrecarrer les plans agressifs des deux blocs. De même, le développement des liens entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est, même s'il doit passer par un processus lent et complexe, contri-

Le Parti Socialiste face aux mouvements pacifistes

La position du PS consistant à ne voir comme seul moyen immédiat de lutte contre l'expansionnisme soviétique, qu'un renforcement du potentiel militaire américain en Europe, conduit à s'opposer aux mouvements pacifistes qui agitent l'Europe.

La motion du Congrès de Valence les caractérise ainsi : « La lutte pour la sécurité des peuples d'Europe et la réduction régionale des armements n'a rien à gagner à se réfugier dans on ne sait quel neutralisme homeux — qualifié à tort de pacifisme — qui, plutôt que de se fier au rééquilibre des forces, verrait dans l'absence de résolution la meilleure barrière à l'expansionnisme. »

Mais dans le même temps où il condamne les mouvements pacifistes — en insistant unilatéralement sur leurs ambiguïtés face au danger soviétique — le PS est contraint par leur vigueur même à préciser ses propres propositions en faveur de la paix. C'est le sens de



Haug et Gromyko à Washington. « la paix est liée à l'équilibre des forces dans le monde » affirme Mitterrand.

bue à la lutte pour la paix en Europe.

Les récentes déclarations de Claude Cheysson au journal *Le Monde* du 2 décembre 1981 témoignent hélas d'une confiance bien limitée dans ces perspectives : « Il est malheureusement impensable d'envisager, pour une raison que j'ignore, la défense de l'Europe par elle-même. La zone est trop étroite et la logique de la dissuasion implique une possibilité de montée en puissance qui doit nécessairement associer les américains. L'idée de construire une défense européenne qui se suffise à elle-même dans un avenir prévisible est un rêve. »

la campagne sur le désarmement qu'il annonce pour les semaines à venir.

D'ores et déjà les grandes lignes sur lesquelles elle va s'appuyer peuvent être dégagées : d'une part le rappel de l'importance pour notre pays de disposer de ses propres moyens de dissuasion nucléaire et cela à un niveau lui permettant : « de garantir ses intérêts vitaux sur le continent européen ». (C'est le sens des récentes décisions de construction d'un septième sous-marin nucléaire et d'une arme tactique à moyenne portée, le missile Hades capable d'atteindre les forces du Pacte de Varsovie à partir du territoire national). D'autre part, la lutte pour un désarmement simultané et équilibré permettant de parvenir à un maintien de l'équilibre des forces, au niveau le plus bas possible.

Avec cette campagne, le PS affiche sa volonté de dépasser : « le clivage entre les adeptes des perishing d'une part, les neutralistes et les pacifistes d'autre part ». Nulle doute qu'au cours de cette campagne, et dans le cadre du débat suscité aujourd'hui par l'essor du mouvement pacifiste, il sera amené à préciser ses positions pour échapper à l'accusation de se démarquer insuffisamment des simples « adeptes des perishing ».

Yves DERENNE

Pour le Socialisme - 9

RFA, les alternatifs : UNE GENERATION ENTRE RESIGNATION ET REVOLUTION...

A propos des manifestants pacifistes, un journal allemand de gauche (« Links ») disait qu'ils découvraient les menaces de guerre toutes crues, comme le prolétariat du XIX^e siècle découvraient l'exploitation toute crue. Les menaces de guerre, souvent vues comme objection première à tout projet politique, les forces politiques semblent les avoir découvertes brutalement comme un réveil depuis la guerre. Entre les points de vue politiques et les exigences morales, il reste tous ceux qui veulent développer un espace de liberté entre l'immobilisme revancharde, ultra réactionnaire des chrétiens-démocrates, et le « socialisme » des sociaux-démocrates, tellement réaliste qu'il en a perdu depuis longtemps toute saveur. Ils ont été de toutes les mobilisations anti-impérialistes, ils ont lutté opiniâtrement contre les projets de centrales nucléaires, ils occupent les maisons vides, ils développent des ateliers de création artistique, des maisons de femmes, des entreprises autogérées, des centres de santé populaire, ils luttent de toutes leurs forces pour la paix. Comment les nommer ? A Berlin, ils se nomment « alternatifs ». Ailleurs, il y a les « Verts » et les « multicolores ». Nommons-les alternatifs. Ce label tend à se généraliser. Ce sont eux qui ont changé le plus de choses en Allemagne depuis dix ans. Ce sont eux sans doute qui sont porteurs des changements possibles dans ce pays.



L'écologie a profondément marqué le mouvement alternatif. Sur notre photo, une manifestation contre la centrale nucléaire de Brok Darff en 1977.

CES changements, une visite à Berlin les rend tout de suite perceptibles. Oubliez vite la présence lancinante du mur. Le Berlin-Ouest des vieux quartiers offre un visage où le gris du ciel et des murs gris s'orne de fresques multicolores, où la brique rouge, parfois encore criblée de balles voit flotter en vert et violet les banderoles, où les terrains vagues disséminés au milieu de la ville côtoient une foule bigarrée où les longs cheveux, pas toujours blonds, sont surmontés de keffieh ou de foulards indiens. Ici, l'Allemagne est attachante. Nous sommes en terre alternative.

Quelques impressions fugitives de style de vie se mêlent aux discours politiques. Difficile à définir, ce mouvement.

L'esprit de 68

A Francfort, un journal local s'intitule « Sous les pavés, la plage ». Directeur : Dany Cohn-Bendit. Un symbole. Flash back.

1966-1969 : à Bonn, c'est la « grande coalition ». Les quatre partis représentés au Parlement participent au gouvernement : chrétiens-démocrates, chrétiens sociaux, libéraux, sociaux-démocrates. Sur le plan économique, c'est

l'euphorie. Le deutschemark, qui valait moins que le franc français en 1960, vaut 1,30 F (1981 : 2,58 F). L'Allemagne a honte de son passé mais les anciens nazis sont aujourd'hui chefs d'entreprise, reclassés au CDU/CSU. L'Allemagne de l'Ouest est figée face à la moitié orientale. Le syndicat DGB est une des entreprises ouest-allemandes les plus florissantes. Travailleurs turcs, grecs, yougoslaves, italiens affluent.

Le SDS (organisation étudiante du SPD) se radicalise, veut regarder le passé de l'Allemagne en face, veut envisager un avenir autre que revancharde, redonner vie au peuple allemand. En 1968, de l'autre côté du Rhin aussi, la jeunesse étudiante, avec Rudi Dutschke, part à l'assaut du vieux monde. Grèves, manifestations se succèdent. Réflexions, débats, utopies secouent les universités, seulement les universités et les intellectuels.

Entre 1968 et 1971, une partie de cette jeunesse, gavée de mots d'ordre anti-communistes par des parents que l'on soupçonne de complicité avec le nazisme, dévorant tout, des Grundrisse de Marx jusqu'au dernier livre du Capital, avec une soif de comprendre cette société. Très vite se fait jour l'exigence de remettre sur pied un mouvement ouvrier balayé par le nazisme, puis institutionnalisé par les sociaux-démocrates comme élément du miracle économique.

La caricature de socialisme érigée à leur porte par la RDA, en même temps que la volonté de s'inscrire dans la continuité de la tradition communiste, le retentissement de la Révolution Culturelle en Chine peuvent expliquer le choix fait par beaucoup de s'inspirer largement de l'apport maoïste.

De nombreux partis, groupes se créent ou se développent. Le sigle KPD, que plusieurs groupes se sont disputé, est significative de cette volonté de rattraper tout le temps perdu depuis 1933, depuis le KPD de Ernst Thälmann, successeur de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Les « K » ne sont pas les seuls héritiers de 68. D'autres tendances, trotskistes, guévaristes, spontanéistes ou anarchistes se sont, dans une moindre mesure, développées. Tous n'ont pas fait le choix du marxisme. Il y eut, à cette époque, plus encore qu'en France, un essor de la « contre-culture », l'influence des divers mouvements américains (hippie, ect.) y a été plus forte. A Berlin se développèrent en 1970, les « Kommune », communautés expérimentales à base d'un fatras psychanalytique, égalitariste et libertaire qui eurent un certain retentissement. Faire sa révolution avant de faire la révolution, changer tout de suite les rapports humains en faisant fi des tabous, un renouveau de l'utopie, tel est l'autre aspect des retombées du 68 allemand.

La classe ouvrière absente du débat

La vague de fond de 68 n'a pas traversé toute la société allemande. Seule a été touchée la frange instruite de la jeunesse. Pour la population, la force de changement, c'est le SPD. En 1969, il vient de soulever une vague d'espoir en remportant une victoire électorale qui lui permet, sous la direction de Willy Brandt, de gouverner en alliance avec les libéraux, sans les chrétiens démocrates. Les premiers « Bürgerinitiative » (initiative des citoyens) sont créés pour la circonstance afin de soutenir la campagne du SPD. Ce fut, en quelque sorte, le 10 mai allemand. L'influence du SPD sur la classe ouvrière en fut renforcée. Les conflits sociaux n'éclataient qu'à l'occasion des négociations annuelles pour les contrats salariaux et étaient étroitement codifiés. Malgré des efforts importants, l'extrême-gauche fut incapable, dans cette situation, à l'exception de quelques secteurs (les immigrés) et de quelques luttes, d'acquiescer une influence que la classe ouvrière allemande.

Cet échec les amena à concentrer toutes les initiatives dans le soutien aux luttes anti-impérialistes, notamment celle du peuple vietnamien. De multiples comités furent créés, des sommes importantes furent collectées. On créa des réseaux pour faciliter la désertion des soldats américains qui, avant le Vietnam, faisaient escale en Allemagne. Le KPD organisa l'occupation de l'Hôtel de Ville de Bonn en avril 1973. Des manifestations imposantes se succédaient. Principalement tournée contre l'impérialisme américain, la mobilisation n'épargna pas le social-impérialisme.

Quelques-uns, que l'immobilisme apparent de la classe ouvrière amenait à la considérer avec mépris se fourguèrent dans l'aventure terroriste.

Leur premier attentat d'importance fut destiné au QG des forces américaines à Francfort. La Fraction Armée Rouge se voulait, elle aussi, anti-impérialiste. Cet épisode des années 1973-1976 ne fit que mettre en valeur les capacités répressives de l'Allemagne social-démocrate. Les appels à la déflation furent nombreux et entendus. Les révolutionnaires furent donc plus encore coupés du contact avec la population.

SUITE PAGE 11

**Anti-impérialisme,
féminisme,
écologie**

Après l'échec américain au Vietnam, l'indépendance des colonies portugaises ; l'écrasement du Chili d'Allende, le mouvement internationaliste connu en Allemagne les mêmes difficultés qu'en France.

Aujourd'hui, il reste une relative mobilisation de soutien au Salvador, mais la lutte du peuple afghan est largement méconnue. Petit à petit, deux autres secteurs de lutte se sont développés. Un fort courant féministe est présent en Allemagne. Des luttes importantes ont permis une libéralisation de la législation sur l'avortement. Mais c'est moins sur des objectifs concrets que pour une modification profonde des relations hommes-femmes que ces dernières ont lutté. Les traditions culturelles allemandes ont facilité les choses. Les jeunes sont plus indépendants de leurs parents. La cellule familiale est moins solide que dans le pays latins, le statut de la femme plus élevé. Le libéralisme culturel plus grand.

Mais ce qui a marqué profondément le mouvement alternatif, c'est l'écologie. Porté sur les fonds baptismaux en même temps que son homologue français dans les luttes qui se déroulent de part et d'autre du Rhin, Fessenheim en Alsace et Wyhl en pays badois, le mouvement écologiste a connu à la fois des épisodes similaires et une orientation différente. Les luttes se développent par la réactivation des Bürgerinitiative qui permirent dans les régions concernées une réelle mobilisation de la population. Faisant partie, comme l'extrême-gauche, de « l'opposition extra-parlementaire », les uns et les autres se retrouvaient globalement en lutte contre les quatre partis représentés au Parlement. L'écologie ne cherchera pas à se définir en dehors de la droite et de la gauche mais se situa généralement à gauche. Une partie importante des militants écologistes avaient auparavant milité ou sympathisé avec les mouvements anti-impérialistes. De même, pour les groupes « K » (communistes), l'écologie devient un second front de mobilisation, puis, progressivement, le principal front de lutte. Ils pouvaient par ce biais mettre à l'épreuve leurs propositions politiques. Il n'est donc pas étonnant qu'un KPD se soit dissout pour continuer le combat dans les rangs écologistes. De plus, contrairement à la France, où du moins jusqu'au 10 mai, aucune implantation de centrale nucléaire n'ait pu être empêchée, en Allemagne, devant le développement du mouvement a décidé une politique plus modeste. Demi-succès cependant. A Brockorf et à Kalkar, les affrontements extrêmement violents et fréquents avec la police n'ont pu emporter la décision. Ils ont plutôt eu tendance à marginaliser les mili-

tants aux yeux de la population. S'ensuivit le même phénomène qu'au lendemain de la mort de Vital Michalon à Creys-Malville. Un certain découragement se fit jour à partir de 1977-1978.

L'appel des urnes

Une des conséquences de la réflexion dans les rangs écologistes fut la création en 1979, des Verts (appellation officielle : « Les Verts, parti fédéral »). Déjà, en 1977 et 1978, des listes de Bürgerinitiative avaient connu quelques succès électoraux. La mise en place d'un parti avait comme fondement avoué l'élargissement de l'intervention des écologistes à tous les aspects de la vie politique, et notamment une présence électorale aussi bien locale que nationale. Par ailleurs en 1978, se met en place à Berlin une liste alternative regroupant divers courants ayant obtenus des résultats faibles aux élections précédentes. Elle obtient 3 % des voix. Les élections étant, à tous les niveaux, proportionnelles avec un seuil minimal de 5 %, aucun député ne fut élu. le 10 mai 1981, cette liste, reformée, obtient cette fois-ci 7,2 % des voix.

Comment en est-on arrivé là ? Conçue au départ simplement pour tourner le seuil des 5 % en additionnant les voix de divers courants, une dynamique fut lancée qui permit, cette année de dépasser l'addition des programmes. Des commissions se mirent en place pour définir les différents points du programme. Composées de représentants des groupes (des « K » aux Verts) mais aussi largement ouvertes (des ex-membres du SPD s'y joignirent), elles mirent l'accent sur les convergences. Celles-ci concernent surtout des revendications concrètes. Les divergences, nombreuses, laissant la place soit à des vides, soit à l'exposé des différents points de vue. Les jeunes, étudiants, employés ou aux emplois précaires s'y sont reconnus en grand nombre. Un arrondissement populaire comme celui de Kreuzberg lui donna plus de 12 % des voix. Des députés alternatifs élus, il fallut maintenir ces structures afin de définir une cohérence minimale dans leur action. Ainsi naît à Berlin une nouvelle force politique. Les parlements de Breme et de Bade-Wurtemberg ont eux aussi des élus alternatifs ou verts.

L'Allemagne alternative

Etre alternatif, ce n'est pas adhérer à un projet politique, c'est plutôt une manière d'être. Promenons-nous au Mehringshof, près du Mehringsdamm à Berlin. Une ancienne usine comportant un grand immeuble en forme de F haut de cinq étages. Ici, une « Kneipe », sorte de café fréquent à Berlin, ouvert de 17 heures à 6 heures du matin, où les étudiants se retrouvent entre eux dans un ambiance chaleureuse. Là, une coopérative d'alimentation qui vend du café du Nicaragua ou du vin de

l'Hérault « du producteur au consommateur ». Un restaurant, une maison de femmes, des maisons d'édition, un théâtre, des locaux politiques, des permanences d'associations, un rez-de-chaussée destiné aux handicapés, une salle d'exposition, un atelier de réparation de cycles... L'inventaire n'est pas complet et il reste encore de la place ! On ne compte plus les imprimeries alternatives. Des entreprises autogérées se créent un peu partout et à tout propos, atelier d'urbanisme ou entreprise de bâtiment. Des médecins, des infirmières s'associent pour mettre en place des centres de santé populaires autogérés. Au conseil municipal d'une commune de Berlin-Ouest, c'est justement un de ces médecins, élu alternatif, qui s'est vu confier la responsabilité du service social. Il partage son salaire avec les employés de son service. A Hambourg s'est tenu, le mois dernier, un rassemblement alternatif pour la santé, dix mille médecins et travailleurs hospitaliers y étaient présents. On y débattit de l'apport spécifique de ce secteur au mouvement de la paix et on y échangea des recettes de tisane remplaçant tel ou tel médicament.

C'est toute la vie qu'on veut changer. Dans le journal « Tageszeitung », que d'aucuns comparent à « Libération », bien qu'il n'en ait ni la verve, ni le souffle journalistique, ni la diffusion, il y a tous les jours une dizaine de petites annonces (et celles-ci sont publiées dans les pages régionales) de communautés cherchant à combler un départ ou vice-versa. Très différent des « Chéries » de Libé et significatif d'un style de vie, ce ne sont plus les « Kommune » de 1970, c'est plus prosaïquement le besoin d'une jeunesse de mettre en commun les difficultés de la vie dans cette société, de s'entraider.

Les 150 immeubles occupés de Berlin le sont-ils seulement pour protester contre la crise du logement, pour dénoncer la politique capitaliste ? Ils n'auraient dans ce cas jamais trouvé autant de squatters. Ces derniers, beaucoup moins politisés que ceux qui les soutiennent, sinon pour aller faire un carton contre les flics dans les manifs, ne font qu'inventer de nouveaux espaces de liberté, de convivialité.

Un fort courant unitaire

Le mouvement alternatif, plus qu'un courant politique, est l'expression d'une génération, d'une nouvelle culture.

« Entre la résignation et la révolution » titre un livre qui lui est consacré. Dans une Allemagne qui commence tout juste à découvrir la crise, la volonté de changement était condamnée à une certaine marginalité. Aujourd'hui, les choses sont différentes. L'Allemagne découvre sa vulnérabilité. Le taux de chômage, longtemps très bas, croît maintenant plus vite qu'en France. Et surtout, elle découvre avec horreur qu'elle peut être le prochain champ de bataille. Le SPD n'a tenu aucune de ses promesses, il a montré par contre qu'il est parfaitement capable de gérer



correctement les intérêts capitalistes. Le seul changement notable à son actif, c'est une attitude différente vis-à-vis de la RDA. Et pourtant, les interdictions professionnelles sont toujours là.

Le développement du mouvement pacifiste, à la croisée des chemins des préoccupations anti-impérialistes et des préoccupations écologistes, en polarisant toutes les énergies, contribue à la fois à consolider le mouvement alternatif et à le faire sortir de la marginalité. Pour la première fois, il ne se mobilise pas seul, mais avec une partie du SPD et des mouvements chrétiens. La frontière entre ces deux courants et les alternatifs n'est d'ailleurs pas nette. Plus que jamais apparaît la nécessité de constituer une force politique. La dynamique engagée à Berlin-Ouest peut, à des degrés divers, faire bouler de neige.

Faire bouger la RFA

A Berlin, l'arrivée des députés alternatifs a modifié le rapport des forces au parlement. Le SPD ne pouvait conserver la direction des affaires qu'en s'alliant sur sa gauche. Les alternatifs mirent un certain nombre de conditions à leur éventuelle collaboration :

- arrêt des expulsions des quatters
- renonciation à un projet d'autoroute
- abandon de la construction d'une nouvelle prison, etc.

Le SPD préféra passer à l'opposition, plutôt que de satisfaire ces revendications. La CDU, pourtant minoritaire, occupa ainsi le poste de bourgmestre, les libéraux (maintenant moins nombreux que les alternatifs) leur apportant un soutien tacite. Ceci n'empêche pas sociaux-démocrates et alternatifs de collaborer au sein de la coordination du mouvement de la paix. Certains alternatifs envisagent une défection croissante de sociaux-démocrates en leur faveur.

Ainsi, l'irruption sur la scène allemande d'une nouvelle force politique vient troubler le jeu à deux et demi (les libéraux) qui persistaient depuis la Seconde Guerre mondiale. L'issue des prochaines élections fédérales est incertaine...

Daniel BLESEAU

problème du gaz est une question presque vitale, il n'est pas négligeable pour la France. En effet, la balance commerciale entre les deux pays, traditionnellement déficitaire pour l'Algérie, a tendance à s'équilibrer (11 milliards de francs d'exportation, soit le neuvième client français en 1980 contre 7,5 milliards de francs d'importation qui augmentent au rythme de 54 % l'an) et son rythme de croissance annuel est de l'ordre de 20 % par an. La France est ainsi le premier fournisseur et le deuxième client (derrière les USA) de l'Algérie. Le contentieux sur le prix du gaz revêt donc, outre son aspect politique, un intérêt économique certain. Ceci, d'autant plus que la plateforme de Lacq ne peut que produire de moins en moins de gaz et que celle de Groningue aux Pays-Bas (où 50 % de l'énergie primaire est constituée par le gaz) est stabilisée. La diversification des sources d'énergie passe également par l'augmentation de la consommation de gaz en France.

Le déblocage du problème gazier ouvre ainsi des perspectives nouvelles pour le commerce entre les deux pays : la France y gagnerait une certaine garantie à long terme pour ses approvisionnements en gaz (dont 25 % devraient être fournis par l'Algérie), Gaz de France se verrait confier le fonctionnement du complexe gazier GNL 2 (Gaz Naturel Liquéfié 2) d'Arzew, dont le contrat était gelé depuis le début du contentieux, tandis qu'une part importante de l'équipement de Rhour-Nouss serait assurée par la France ; enfin, nombre de contrats d'importance, encore en discussion, pourraient échoir aux industriels français (aluminium à M'sila, aciérie de deux million de tonnes à Jijel, secteurs dans lesquels la France est peu présente ou équipement du réseau téléphonique par la CIT-ALCATEL, construction d'une usine d'automobiles à Oran...). Car si l'Algérie ne compte pas faire de l'investissement sa seule priorité, elle n'en sélectionne pas moins certains projets jugés importants pour son développement.

Ainsi, en l'état actuel des choses, la mise en œuvre de cet accord sur le gaz devrait avoir des effets bénéfiques sur les relations entre les deux pays. Il reste toutefois que l'accord lui-même n'est pas encore établi, et ses modalités concrètes ne seront pas anodines quant à l'efficacité du mécanisme d'indexation, que l'Algérie n'entend pas faire de l'industrie française sa seule partenaire, et pour nombre de projets, les industriels français sont en concurrence avec d'autres multinationales... Il s'agit, malgré tout, d'un pas important dans le sens de la satisfaction d'une des revendications importantes du Tiers-Monde : la fin de la détérioration des termes de l'échange.

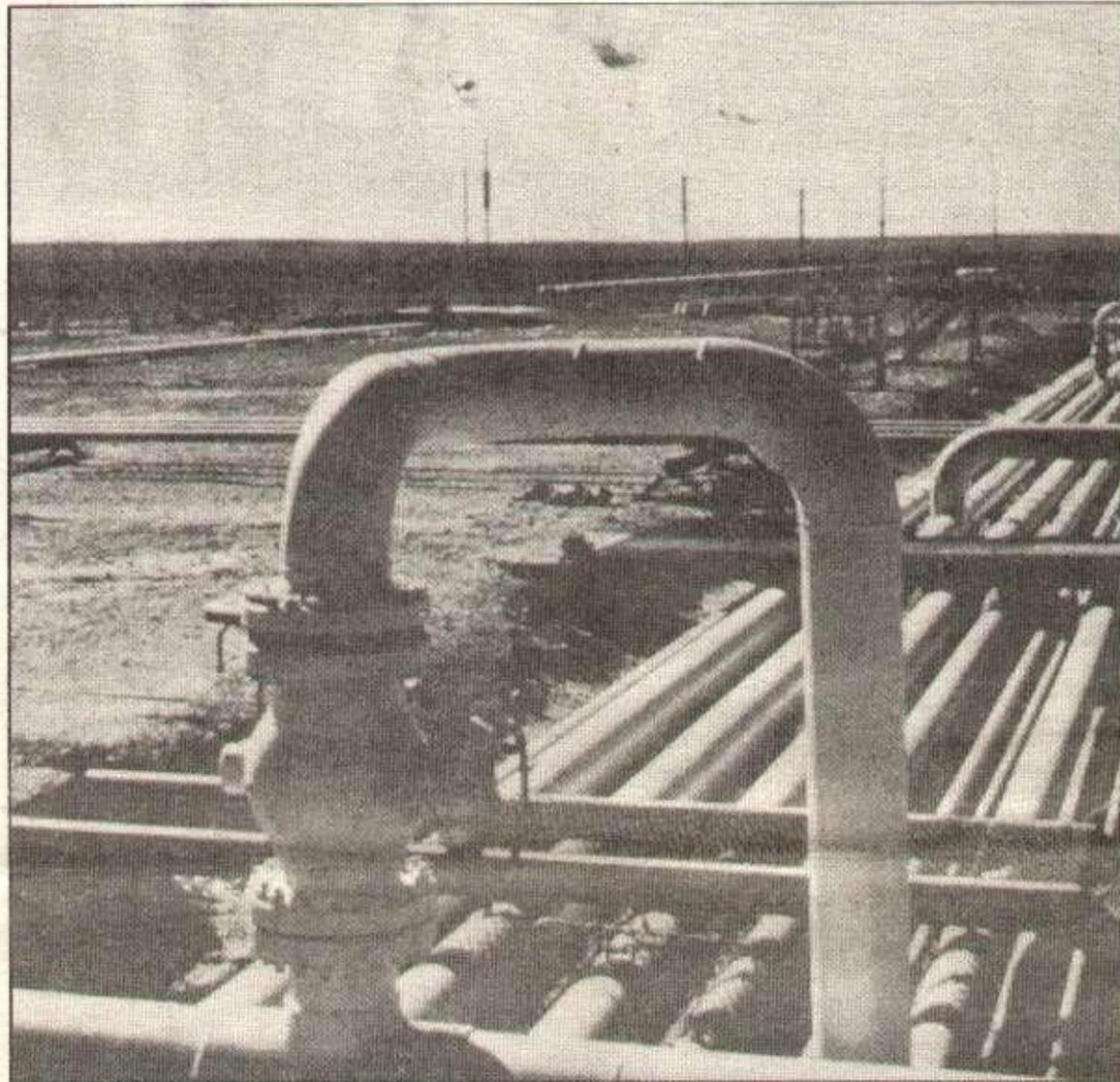
Louis FOURNEL

FRANCE-ALGERIE : DU NOUVEAU

LA visite de F. Mitterrand en Algérie fut, semble-t-il, un véritable triomphe et nul ne peut douter que le changement de majorité en France n'ait eu un effet bénéfique sur les relations entre ces deux pays. Survenant après le sommet de Cancun la rencontre Chadli-Bendjedid-Mitterrand s'annonçait sous les meilleurs auspices. En effet, nombre de gestes significatifs avaient été faits pour qu'il en soit ainsi : début de la restitution d'une partie des archives « rapatriées » en France lors de l'indépendance, nouveau statut de l'immigration, annonce que le président français ne se conduirait pas en vulgaire représentant de commerce considérant l'Algérie comme un simple marché qu'il faut pénétrer, quitte à donner des gages sous forme de concessions ou engagement politiques, volonté affirmée de donner un cours nouveau aux relations entre les deux pays, d'épurer le contentieux né de la guerre d'indépendance...

Pourtant, quelques ombres subsistaient au tableau, il en était ainsi de la reconnaissance par la France des accords de Camp David, de la participation de la France à la « force de sécurité » présente dans le Sinaï, ou encore de la revendication algérienne d'indexer le prix du gaz sur celui du pétrole, que la France refusait. Dès lors, ce dernier point risquait de prendre valeur de symbole car la tentation aurait été grande, si aucun accord n'était mis en place, d'interpréter les propos tenus par Mitterrand sur un nouvel ordre économique international, comme un simple verbiage destiné à masquer la poursuite de la même politique d'exploitation du Tiers-Monde, dès qu'un enjeu concret se serait manifesté et ceci d'autant plus que l'Algérie forme, avec l'Inde et le Mexique, le tryptique sur lequel repose la politique française en direction du Tiers-Monde.

De son côté, l'Algérie avait tout intérêt à saisir l'opportunité offerte puisque d'une part, le gouvernement français tenait à terminer le voyage présidentiel par la signature d'un contrat manifestant le cours nouveau des choses et d'autres part, cette signature montrait aux autres pays industrialisés qu'un compromis était possible sur le prix du gaz. Pourtant la partie présentait quelques difficultés : l'indexation du prix du gaz sur celui du brut apparaissait impossible car refusée par les pays membres de la CEE, et la France attache une grande importance à la cohésion européenne... L'Algérie, quant à elle, ne pouvait accepter un accord au rabais qui



Vue partielle de l'usine de Hassi R'Mel.

la laisserait tributaire des aléas du marché international et n'assurerait pas le maintien du « pouvoir d'achat » du gaz.

Néanmoins, la volonté politique se devait de l'emporter et les péripéties de la fin du voyage de Mitterrand en témoignait : ce n'est, en effet, que le lendemain du voyage que la réalisation d'un accord politique a été annoncée par M. Bérégovoy, surprenant les milieux officiels algériens, alors même que Mitterrand avait indiqué lors de sa conférence de presse que « la plupart des conversations ont abouti » et que celles qui restent à clore vont aboutir dans la journée » mais sans que le communiqué commun publié à l'issue de la visite n'en fasse état, malgré la visite Nord-Sud l'a emporté sur les difficultés techniques. Néanmoins l'accord ne sera réellement signé que lorsque celles-ci seront aplanies... Ce qui demandera de un mois (selon M. Bérégovoy) à trois mois (selon d'autres membres du gouvernement).

Un accord d'un nouveau genre

Certes, l'Algérie n'a pas obtenu ce qu'elle réclame depuis dix-huit mois, c'est-à-dire une indexation du prix du gaz sur le prix du pétrole brut, ce qui soit dit en passant, porterait le gaz algérien à un prix supérieur à celui envisagé avec l'Union soviétique après l'achèvement du gazoduc qui doit desservir l'Europe de l'Ouest... en 1990.

En effet, les Soviétiques, premier producteur mondial de gaz négocient leurs contrats avec l'Europe à des prix très modérés, alors que l'Algérie demande le passage de 3 à 6,11 dollars le million de BTU (unité de mesure du gaz : 1MT pétrole = 43Ms BTU : british thermal unit), ce qui l'aligne sur le prix du baril de pétrole brut léger.

Néanmoins, l'accord qui se dessine apparaît très novateur car c'est la première fois qu'un pays industrialisé propose de s'engager dans la voie de l'indexation du prix d'une matière première non pas sur le pétrole

mais sur l'ensemble des prix des produits échangés par les deux pays (c'est-à-dire que l'augmentation du prix du gaz sera égale à la moyenne de l'augmentation des autres produits échangés, dont le pétrole). La signature de l'accord montrera jusqu'où s'est engagée la France, et notamment quel sera le prix de base du gaz qui sera indexé, la part que chaque produit représentera dans la mesure de l'évolution des prix appliquée à ce prix de base, la périodicité de l'indexation...

Jusqu'à ce jour, la Convention de Lomé, principal accord qui lie depuis 1975, 53 pays africains, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la CEE prévoit uniquement, en matière de garantie des recettes d'exportation des pays du Tiers-Monde, un fonds de stabilisation (STABEX) de ces recettes permettant d'éviter les variations trop brutales des cours des matières premières sans empêcher la dégradation des « termes de l'échange » (c'est-à-dire qu'il faut échanger une quantité toujours plus grande d'une matière première pour obtenir un même produit industrialisé) mais en ne faisant que l'accompagner. Au contraire, le mécanisme dé-

crit par M. Bérégovoy devrait empêcher un tel phénomène. Ce qui signifie que le « pouvoir d'achat » de l'Algérie cesserait de se dégrader. Aussi, indépendamment des autres éléments d'une politique nouvelle en faveur du Tiers-Monde dont il ne présume rien, cet accord revêt une certaine importance pour les deux pays signataires...

Le gaz, principale ressource algérienne

Car si l'Algérie est membre de l'OPEP et, à ce titre, exporte du pétrole, sa principale ressource, à terme, sera le gaz puisque ses réserves de pétrole sont limitées et que, dès 1981, les prévisions de vente d'or noir avaient été réduites de 53 milliards de francs à 40 milliards de francs ; ceci, au moment où une certaine réorientation de la politique économique accorde une plus grande place à la satisfaction des besoins des populations algériennes et ne fait plus de l'industrialisation à tout prix, le seul objectif de développement du pays. L'Algérie étant le quatrième producteur mondial de gaz, et ayant de grandes réserves prouvées, il n'est pas étonnant que les successeurs de Boumediène fassent du dossier du gaz, la pierre angulaire de tout projet de coopération avec les pays industrialisés. D'autant que les investissements réalisés pour l'extraction du gaz ont été élevés (50 milliards de francs). C'est ainsi que la SONATRACH (Société nationale algérienne) rompt avec la société US « El Paso », au début de 1981, qui enlevait 20 milliards mètres cubes par an. De même, le contrat liant la France et l'Algérie et portant sur 4 milliards mètres cubes par an n'était rempli en 1981 qu'aux trois quarts, ceci, pour des « raisons techniques », tandis qu'un deuxième contrat signé en 1972 et devant entrer en jeu en 1981 était gelé, faute d'accord sur les prix. Enfin divers projets de développement industriel franco-algérien étaient bloqués. La mise au point d'un accord entre Mitterrand et le président algérien est donc un élément important pour l'Algérie, tant dans ses relations avec la France qu'avec les autres pays industrialisés...

Un enjeu non négligeable pour la France

Mais, si pour l'Algérie, le

SUITE PAGE 11